



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 12 FÉVRIER 2025 - N° 1294 - 55° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

DeepSeek

Ce devait être « le projet le plus important de notre époque ». Sam Altman, le créateur de ChatGPT, ne cachait pas son enthousiasme après les annonces faites par Donald Trump le 21 janvier. Il s'agissait de lancer le projet Stargate destiné au développement de l'intelligence artificielle et le nouveau président des États-Unis avait annoncé un programme colossal de 500 milliards de dollars pour les quatre prochaines années. Objectifs ? « Élever l'humanité » selon le rêve américain et plus prosaïquement réaliser une avancée décisive, au détriment de la Chine.

Un flot de commentaires admiratifs vint souligner l'importance mondiale de l'événement. Une fois de plus, l'Amérique allait éblouir le monde et le subjuguer. Comme l'actualité va parfois aussi vite qu'un article fabriqué par ChatGPT, on apprit quelques jours plus tard que le mirifique programme américain était déjà dépassé par celui des... Chinois. La société DeepSeek a en effet développé des modèles plus puissants et moins chers que les modèles américains.

Conséquence immédiate : la capitalisation boursière de Nvidia et d'autres entreprises du même type qui fabriquent des puces électroniques a chuté de 1 000 milliards de dollars, soit le double du plan Trump. Confrontés à cette mauvaise surprise, les États-Unis n'ont pas « joué le jeu de la concurrence » mais lancé une campagne de dénigrement de l'entreprise chinoise.

La compétition acharnée dans le domaine de l'intelligence artificielle montre qu'il n'y a plus de position acquise, même à court terme, dans les rapports entre les grandes puissances. Et la rivalité entre les Américains de Stargate et les Chinois de DeepSeek souligne en creux l'absence de l'Union européenne, toujours plus dépendante des technologies que les autres produisent.



WIKIMEDIA CREATIVE COMMONS

DÉMOGRAPHIE

La fin de l'exception française ?

La fécondité des femmes françaises est en baisse, pour des raisons complexes. Une politique de la famille est possible et nécessaire.

Depuis 2015, la fécondité est de 1,6 enfant par femme, alors que c'est au-delà de 2,1 que la population stagne ou s'accroît. Emmanuel Macron s'est saisi du problème, évoquant un « réarmement démographique » qui n'aura pas lieu.

Toutes les politiques volontaristes menées dans le monde ont en effet échoué, quelle que soit la forme des régimes. Le déclin démographique est désormais général. Les causes sont

d'ordre physiologique, sociologique et peut-être éthologique.

On ne maîtrisera pas la situation par des slogans. Il faudra veiller à une pleine intégration des populations immigrées et mener une politique d'aide aux familles et de lutte contre l'infertilité dans le cadre d'un plan général pour la ville, l'éducation, la santé et l'environnement.

L'article de François Gerloto en pages 10 et 11.

Les malentendus syriens

Alors que le Moyen-Orient vit à l'heure israélienne, une nouvelle partie diplomatique et militaire a commencé.

Israël a atteint ses objectifs : le Hamas est battu à Gaza, le Hezbollah défait au Liban, Assad a été évincé et l'Iran est exclu du Levant.

La partie qui se déroule en ce moment réunit les États-Unis et Israël, qui veulent la constitution de petits États, l'Arabie saoudite qui veut reprendre avec Israël le processus d'Abraham, la Turquie

qui travaille à la réduction du territoire autonome kurde – le Rojava – mais aussi l'Italie, très active au Proche-Orient comme en Algérie et en Libye.

Traditionnellement favorable aux États et alliée de l'Arabie saoudite, la France hésite sur la marche à suivre et cherche sa voie en Syrie. L'article d'Yves La Marck en pages 7 et 8.

Dans ce numéro :

Page 3 : Ursula et sa « chère » Allemagne.

Page 5 : Les Outre-mer outragés.

Page 8 : En Autriche, le retour de l'extrême droite.

Page 12 : La fin de « la fin de l'Histoire ».

Page 16 : Léon Blum revient.

Page 18 : Le roi du Danemark et le Groenland.

Page 20 : Éditorial : Trump et les paralytiques.



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : POL

L'Assemblée nationale. Postures politiciennes, petits calculs, injures...les débats y sont de plus en plus éloignés des préoccupations des Français.

Une classe politique hors sol

La ville du temps suspendu

par B. La Richardais.

Les parlementaires ont adopté sans le voter un budget que la plupart trouvent mauvais. S'ouvre une période de manœuvres en vue des municipales et de la présidentielle. Les perspectives sont strictement politiciennes, alors qu'une large majorité de citoyens subit les violences de l'époque.

La production industrielle française est en recul de 1,2 % au quatrième trimestre de 2025, de 8 % inférieure à son niveau de 2020. L'an passé, 136 sites industriels ont fermé et notre pays a perdu 19 usines. Le déficit commercial, en baisse, sera tout de même de 81 milliards d'euros. Le taux de chômage, en hausse, s'établissait à 7,3 % en décembre. La pauvreté, en constante augmentation, touche plus de 5 millions de personnes. En 2025, le faible taux de croissance chuterait légèrement sans que la France entre en récession.

Tels sont les chiffres officiels qui soulignent l'échec de la gouvernance Macron. Ils auraient dû conduire à l'établissement d'un tout autre budget, mais nous savons qu'un gouvernement sans majorité ni projet n'avait d'autre choix que de bricoler au fond des impasses que nous avons décrites. Pour compenser les effets destructeurs de l'euro, du libre-échange et de la compétitivité par le moins-disant social, il faut soutenir financièrement les entreprises et diffuser massivement des aides sociales. Il restait à négocier, sous les assauts contra-

dictoires des groupes de pression, les mesures permettant à divers groupes parlementaires de sauver les apparences. Une surtaxe sur les grandes entreprises mais limitée à un an. Une ponction sur les rachats d'actions. Une taxe sur les hauts revenus. Un « chèque énergie » envoyé automatiquement. Une baisse des crédits consacrés à l'aide médicale d'État...

Tout le monde a joué son jeu. Le patronat a crié qu'on égorgeait les patrons. La France insoumise a dit des méchancetés sur les milliardaires. Le Parti socialiste a menacé de voter la censure et le Rassemblement national a fait entendre des grondements. On a même vu le ministre de l'Intérieur rejoindre une manifestation de policiers devant l'Assemblée nationale – donc protester à la fois contre la représentation nationale et contre le gouvernement dont il fait partie – sans que cette attitude provoque la moindre réaction. En d'autres temps, M. Retailleau aurait été congédié dans l'heure.

Finalement, le budget a été adopté par l'effet de l'article 49.3 et les socialistes

comme les lepénistes n'ont pas voté la censure. Pas envie de retrouver un autre Bayrou. Pas envie d'exaspérer des électeurs lassés des joutes parlementaires et désireux de voir le pays disposer d'un budget, bon ou mauvais. Il fallait donc en finir et ficeler le paquet budgétaire, quitte à revenir très vite sur les mesures prises – par exemple au détriment des auto-entrepreneurs. On a voté par précaution, par résignation, par fatalisme, par respect des convenances – jamais par conviction.

Les partis et leurs calculs. – Dans les états-majors, on a surtout fait voter en fonction des élections municipales. On n'a pas calculé ce qu'un budget d'austérité pouvait faire perdre en points de croissance mais ce qu'un vote pouvait impliquer à Rennes, à Lyon, à Montpellier... Les écologistes et les communistes ont choisi la prudence en votant la censure avec La France insoumise, et les socialistes ont pris le risque d'une vengeance mélenchonienne aux municipales, tout en ménageant la possibilité d'une relance de l'unité d'action au sein du Nouveau Front populaire.

La petite audace des socialistes vient de l'affaiblissement des Insoumis. Même si l'on se méfie des sondages, la constance de leurs résultats sur une longue période permet d'affirmer que Jean-Luc Mélenchon et son état-major se sont rendus insupportables. Preuves en sont les défaites subies par les candidats de La France insoumise aux élections législatives par-

tielles dans les Ardennes et en Isère puis, le 2 février, aux élections municipales à Villeneuve-Saint-Georges.

Ces signaux faibles d'un possible déclin sont amplifiés par les attitudes et les déclarations de la direction insoumise. Quand on efface la défaite de Louis Boyard à Villeneuve-Saint-Georges en affirmant qu'il s'agit d'un « *test en partie réussi* » marqué par une « *progression spectaculaire* » du nombre de voix, on est dans un déni typique des groupuscules – comme si la direction mélenchonienne anticipait son avenir. Quand Jean-Luc Mélenchon célèbre la « *nouvelle France* » rurale qui serait celle des quartiers populaires en opposition à la vieille France des campagnes devenue fasciste puisqu'elle vote Le Pen, on ne se trouve pas seulement confronté à une sociologie politique délirante, mais à un discours de guerre civile sur fond de clivage ethnique et de foutage de gueule. Comment oser dire « *ceux qui comme moi sont nés au Maghreb* » quand on est le fils, né à Tanger, de deux fonctionnaires pieds-noirs donc colonialistes blancs, intrinsèquement racistes, selon les critères de La France insoumise ? Comment dire aux immigrés et enfants d'immigrés : « *cette partie du pays est à nous* » comme s'il devait y avoir une partition de la nation ? Si la « *révolution citoyenne* », c'est cela, si c'est ce programme qui est proclamé lors de la prochaine présidentielle, M. Mélenchon pourra numéroter ses abattis.

Résumons. Tandis que François Bayrou rêve qu'il a vaincu l'adversité, tandis qu'Olivier Faure se raconte qu'il est un socialiste émancipé, tandis que Bruno Retailleau s' imagine en candidat à la présidence après avoir terrassé Laurent Wauquiez, tandis que Marine Tondelier enfle sa veste verte pour faire sa millième déclaration à la presse, tandis que Jean-Luc Mélenchon s'apprête à monter dans son train blindé pour canonner les campagnards factieux, Donald Trump lance son programme mercantiliste, les négociations russo-américaines sont engagées sur l'Ukraine, le capitalisme poursuit sa mutation et l'Union européenne travaille à l'extension de sa bureaucratie paravieille. À Paris seulement, le temps a suspendu son vol. ■

La défense française en danger

Ursula et sa « chère » Allemagne

Depuis 25 ans, le commerce des biens entre l'UE et les États-Unis a principalement enrichi l'Allemagne, très loin devant tous ses partenaires européens. Cette dernière est donc la première cible européenne de Donald Trump.

Depuis le début du millénaire, la balance commerciale de l'Union européenne avec les États-Unis ne cesse de pencher en faveur de la première. Alors qu'en 1999, l'UE enregistrait un excédent mensuel avec les États-Unis de 200 millions d'euros par mois, la balance commerciale mensuelle de la période la plus récente s'élève à plus de 12 milliards d'euros et l'Allemagne s'y taille la part du lion.

Grâce à la création en 2002 d'un euro sur les bases d'un Deutsche Mark sous-évalué, les termes de l'échange sont en effet devenus extrêmement favorables aux exportations allemandes tant sur le marché intérieur européen qu'à l'international. En 2023, l'Allemagne a exporté des biens et services pour une valeur de 200 milliards d'euros vers les États-Unis. Rien d'étonnant donc à ce que l'Allemagne soit prête à tout pour « limiter la casse » face aux menaces de Trump d'instaurer des droits de douane de 10 %, voire 20 %, sur toutes les importations.

Déjà affaiblie par la plus difficile crise depuis la chute du Mur pour des raisons politiques et structurelles profondes, l'Allemagne ne pourrait le supporter. L'imposition de droits de douane élevés rendrait les produits allemands beaucoup plus coûteux et fragiliserait en particulier les industries automobile, chimique et mécanique, qui peinent déjà à se relever des récentes crises énergétiques et sanitaires.

Et c'est là qu'entre en scène Ursula von der Leyen, la « Zorro » et atout maître de l'industrie allemande récemment réélue – à cette fin – à la tête de la Commission européenne pour, comme d'habitude, faire payer à ses « partenaires » européens et notamment à la France le prix élevé des très



SOURCE : FLICKR, PHOTO : ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu. Il met en garde depuis des mois contre la pseudo « Europe de la défense ».

mauvais choix stratégiques et macro-économiques antérieurs de son pays.

Grâce à son « génie » technocratique et son art consommé pour maîtriser, et cela très discrètement, les rouages-clés de la bureaucratie de la Commission, elle a donc entrepris de contourner la compétence des États membres pour construire une « *défense européenne intégrée* » à l'ensemble nord-américain, ce qui fragilisera davantage encore la sécurité de notre continent. La Commission, alors que les traités placent la défense hors de son champ d'action, a décidé de s'en saisir à partir de l'industrie pour remonter vers la stratégie à la seule fin de sanctuariser une clause de préférence américaine afin de s'en servir de monnaie d'échange et de limiter ainsi les sanctions commerciales visant l'Allemagne. En d'autres termes, elle prend le contrôle de la souveraineté militaire et stratégique de la France et des autres pays membres pour, sous prétexte de construire une « *défense européenne intégrée* » chimérique, mieux donner à la Commission toute latitude pour décider de l'achat de matériels, d'armements et de technologies militaires exclusivement états-uniennes (la dépendance européenne au F35 et au Patriot a d'ores et déjà créé une rente qui se chiffre en centaines de milliards de dollars pour les décennies à venir, au profit des grands fournisseurs américains) en échange de l'écoulement, pénalisé *a minima*, de l'ensemble des produits manufacturés de l'industrie allemande aux États-Unis.

Par son pouvoir normatif, la Commission européenne serait ainsi en mesure, sous les meilleurs prétextes éthiques ou politiques, d'imposer des normes défavorables à l'industrie de dé-

Sur le mur de Jean Chouan

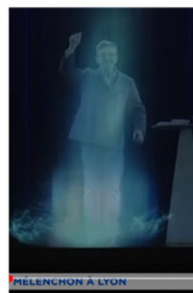
LFI SE TROMPE EN ACCUSANT LA GAUCHE D'AVOIR TORPILLÉ L'ÉLECTION DE BOYARD !



PARCE QUE, FINALEMENT LA SEULE FOIS OÙ ON A VOTÉ POUR JEAN-LUC EN MASSE (MÊME MOI, D'AILLEURS)...



...C'EST QUAND IL S'EST PRÉSENTÉ AUX ÉLECTEURS SOUS FORME D'HOLOGRAMME !



AH, SI MÉLENCHON POUVAIT RESTER VIRTUEL TOUT LE TEMPS, JE SUIS SÛR QU'IL FERAIT UN TABAC.



fense française. De son côté, l'Allemagne cherche par ce biais à apaiser Trump en lui jetant en pâture la perspective de commandes européennes toujours plus élevées (cf. son projet de défense aérienne), voire la possibilité de bénéficier dorénavant de subventions directes de l'UE.

Qu'en pensent les députés français du Parlement européen qui ont contribué à la réélection d'Ursula ? ■

LOIC DE BENTZMANN.

Au Parlement

Le groupe LIOT

Fragile, marginal, méconnu, le groupe parlementaire LIOT (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires), le fut jusqu'à la séquence de la réforme des retraites. Revenons sur l'histoire de cette formation qui faillit renverser le gouvernement Borne.

Formé en 2018, LIOT est né de la fusion de deux groupes parlementaires préexistants : UDI et Libertés et territoires. A l'heure actuelle, il regroupe diverses nuances de centrisme : des socialistes hostiles au Nouveau Front populaire, des déçus du macronisme, ou encore des hommes de droite modérés proches des Républicains. Autre élément notable : ces élus sont issus de territoires très différents. A côté de députés ultramarins comme Estelle Youssouffa, représentante de Mayotte, on trouve des autonomistes corses comme Michel Castellani ou le régionaliste breton Paul Molac. Se pose la question de la viabilité d'un groupe aussi hétéroclite. En réalité, son unité réside dans une attitude commune : incarner une opposition constructive, chercher à amender les projets de loi du gouvernement, sans les censurer *a priori*.

Cela n'a pas empêché le groupe de s'opposer frontalement en mars 2023 à une réforme des retraites qu'il considérait comme injuste. Pour contrer le gouvernement Borne qui souhaitait passer en force grâce au 49-3, les députés LIOT prirent l'initiative d'une motion de censure transpartisane. Résultat : à neuf voix près, Elisabeth Borne était renversée. En juin 2023, la tension monta encore d'un cran lorsque LIOT présenta une proposition de loi visant à abroger ladite réforme. Cette initiative fut plébiscitée par l'ensemble de l'hémicycle, à l'exception des libéraux. L'entreprise échoua de peu puisqu'il fallut que Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, usât du principe d'irrecevabilité financière pour torpiller le texte du groupe centriste.

Loin de sortir affaibli de cette séquence, LIOT gagna en visibilité et Charles de Courson s'imposa comme l'homme fort du groupe. Le député de la Marne siège au palais Bourbon depuis 1993 et il a reçu de sa famille le goût de la liberté et de l'indépendance d'esprit : son grand-père maternel, Léonel de Moustier, refusa, au péril

de sa vie, de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain ; sa grand-mère maternelle, son père et son oncle furent d'éminents résistants. De surcroît, Charles de Courson, passé par la Cour des comptes et désormais rapporteur général du budget à l'Assemblée, est un spécialiste des finances publiques. Tout en refusant de censurer le gouvernement Bayrou, il porte un regard critique sur la loi de finances pour 2025. Soucieux de l'équilibre budgétaire, il regrette une hausse de la fiscalité, qui plus est mal calibrée, et surtout l'absence de baisse des dépenses, et considère que des pistes d'économies plus structurelles auraient dû être explorées pour retrouver des marges de manœuvre. A ses yeux, il fallait s'attaquer à certains abus comme le crédit d'impôt recherche ou comme le pacte Dutreil, qui exonère certains contribuables de droits de succession. A rebours de la gouvernance jupitérienne, de Courson souhaite réhabiliter le rôle du Parlement, redonner des pouvoirs aux corps intermédiaires et appelle à une large décentralisation. ■

LÉON LETELLIER.

La politique au crible

■ **Timide remise en ordre.** – À l'occasion de la longue séquence budgétaire qui vient de se terminer, mercredi 5 février, par la non-censure du PLF et de la première partie du PLFSS, on a beaucoup parlé d'économies structurelles, mais sans vraiment entrer dans le concret. Et pourtant, la « *politique de l'offre* » poursuivie depuis 2017, sans effet réel sur l'économie ni sur l'emploi, coûte plus de 200 milliards d'euros d'allègements de charges, de crédits d'impôts et de subventions diverses. Barnier puis Bayrou s'étaient engagés à y remettre de l'ordre, mais le moins que l'on puisse dire, c'est que le résultat est maigre : le crédit impôt recherche a vu son assiette légèrement réduite, la suppression définitive de la CVAE (ex-taxe professionnelle) sera lissée sur 3 ans et le mirobolant programme France 2030 écorné de moins de 500 millions d'euros. Quant aux allègements de charges patronales (75 milliards de pertes de recettes pour la sécurité sociale), elles ne seront finalement rabotées (au mieux) que de 3 milliards d'euros. L'assainissement de nos finances publiques reste un combat.

■ **Guerre de position.** – La nature a horreur du vide et la présidence des LR, qui est vacante depuis le départ d'Éric Ciotti, commence à aiguïser les appétits. Laurent Wauquiez était persuadé que le poste finirait par tomber dans son escarcelle mais c'était sans compter sur Bruno Retailleau qui se sent pousser des ailes depuis qu'il est installé place Beauvau. Selon un récent sondage auprès des électeurs de droite, Retailleau recueillerait 37 % des suffrages contre 15 pour Wauquiez. Le bureau poli-

tique des LR, réuni le 5 février, a décidé de prendre son temps pour organiser ce futur « *combat de chefs* ».

■ **Trop plein.** – Bernard Cazeneuve, interrogé récemment par *Libération*, laisse entendre qu'il n'exclut rien pour la présidentielle de 2027, et Xavier Bertrand, invité sur BFM, se verrait bien lui aussi candidat. Après l'annonce officielle d'Édouard Philippe et les ambitions que l'on prête à Hollande, Darmanin, Attal, Bayrou, Wauquiez et Retailleau, sans parler de Le Pen et de Mélenchon qui sont déjà dans les *starting-blocks*, la liste des prétendants pourrait être longue.

■ **Mayotte.** – Le projet de loi d'urgence pour Mayotte a été définitivement adopté, après un vote à l'unanimité au Sénat le 4 février. On peut s'en féliciter, même si, comme nous l'avons rappelé dans ces colonnes (cf. *Royaliste* du 29 janvier), ce texte ne répond qu'imparfaitement aux difficultés auxquelles sont confrontés dans l'immédiat nos compatriotes mahorais. L'étape suivante de la reconstruction de Mayotte est maintenant attendue avec le vote d'une loi-programme que le gouvernement s'est engagé à présenter sous trois mois et qui devrait comprendre, selon Manuel Valls, des mesures pour faire face à l'immigration comorienne. Le groupe LR a devancé l'appel en présentant, le 6 février, dans le cadre de sa niche parlementaire, une proposition de loi restreignant l'application du droit du sol sur le territoire. Votée à une assez large majorité comprenant le RN, la proposition devra encore passer l'étape du Sénat puis, sans doute, du Conseil constitutionnel avant d'être adoptée.

HUBERT DE MARANS.



Charles de Courson. Il a donné une visibilité politique au groupe LIOT.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : G. GARITAN.



Urgence Mayotte. Les services de la sécurité civile au travail, la solidarité nationale s'organise.

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, PHOTO : SÉCURITÉ CIVILE.

Souveraineté

Les Outre-mer outragés

par Fabrice de Chanceuil.

Les Outre-mers sont à l'ordre du jour avec une série d'événements, comme de terribles catastrophes naturelles, quand il ne s'agit pas de causes politiques moins prévisibles.

Les catastrophes naturelles remettent périodiquement les Outre-mer sous le feu de l'actualité compte tenu de leur fréquente localisation dans des zones géographiques soumises à des perturbations météorologiques spectaculaires.

On se souvient de l'ouragan Irma qui avait frappé, en 2017, les Antilles et plus spécialement l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin. Mais l'événement a été surpassé, en décembre 2024, par le cyclone Chido qui a ravagé l'archipel français de Mayotte dans l'océan Indien. Sa reconstruction est aujourd'hui une priorité du gouvernement français. Les Mahorais, qui ont fait le choix de rester français à la différence des populations des autres îles des Comores, font confiance à la France pour réussir cette reconstruction qui doit être aussi l'occasion de réparer une île déjà abîmée par une immigration clandestine qui semblait de pas pouvoir cesser. S'inspirant de l'élan suscité par la reconstruction de Notre-Dame de Paris, a soumis au Parlement un projet de loi spéciale prévoyant de rebâtir l'archipel en deux ans sous la conduite d'un établissement public dirigé par un général. Mais les promesses devront être rapidement suivies d'effets afin de ne pas décourager les habitants dont la patience a déjà été mise à rude épreuve.

D'autres événements mettent les Outre-mer sous ces feux de l'actualité. Ils sont politiques. Alors qu'après la vague de décolonisation des années 1960 puis la chute de l'URSS en 1991 qui était leur principal soutien, les mouvements de libération s'étaient faits plus discrets, ceux-ci font à nouveau entendre leurs voix. Certains sont encoura-

gés par ce qui apparaît de moins en moins comme une foudrante et de plus en plus comme une volonté du nouveau président américain Donald Trump : s'emparer du Groenland, actuellement région autonome du Danemark et détenteur de réserves pétrolières équivalentes à la moitié de celles de l'Arabie saoudite. Considérant que tout peut s'acheter à condition d'en mettre le prix, il n'a pas hésité à appeler la Première ministre danoise Mette Frederiksen pour lui faire une offre. Il faut dire qu'il peut s'appuyer sur le précédent de l'achat au Danemark, en 1917, par le président Woodrow Wilson, des îles Vierges pour la modique somme de 25 millions de dollars (équiva-

lent à 587 millions d'aujourd'hui). Suite au refus de sa Première ministre, le Danemark craint des représailles économiques avec une hausse des tarifs douaniers alors que le président américain n'exclut pas non plus d'emporter l'adhésion des quelque 57 000 Groenlandais dont une partie souhaite s'affranchir de la tutelle danoise.

Ingérences étrangères. – Pendant ce temps-là, réunis à Nouméa, douze mouvements indépendantistes des territoires d'outre-mer français viennent de fonder le Front international de décolonisation (FID) pour conduire leurs « nations » à la pleine souveraineté. Parmi les signataires, figurent des mouvements de libération de Nouvelle-Calédonie, de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de Polynésie mais aussi de la Corse ainsi que des îles néerlandaises de Bonaire et Saint-Martin.

Le FID espère pouvoir faire inscrire sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU, aux côtés des archipels océaniques qui le sont déjà, les territoires des Caraïbes et l'île de Beauté. Pour cela, ils savent pouvoir compter sur le Groupe d'initiative de Bakou promu par l'Azerbaïdjan dont le drapeau avait été brandi lors des émeutes de Nouméa en mai 2024. Son directeur, Abbas Abbasov, ancien Premier Vice-Premier ministre de la République d'Azerbaïdjan, présent à Nouméa, n'a pas hésité à accuser la France, sans doute en expert du sujet, de « violation des droits de l'homme ». Le gouvernement français dénonce, par la bouche de Manuel Valls, ministre des Outre-mer, une « ingérence inacceptable » tandis que les responsables du FID se défendent d'avoir recours à une puissance étrangère pour se révolter contre l'« impérialisme français ».

Et dans le contexte évoqué plus haut, la France ne peut guère compter sur l'appui de l'« ami américain » qui déjà, pendant la Seconde Guerre mondiale, lorgnait sur la Nouvelle-Calédonie. Comme le disait Voltaire : « Gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge » ! ■

Statut des Outre-mer

Une évolution nécessaire

Les députés Philippe Gosselin (Droite républicaine) et Davy Rimane (Gauche démocrate et républicaine) ont déposé, le 15 janvier, leur rapport sur « l'avenir institutionnel des outre-mer ». Ces 400 pages font suite à une enquête sur le terrain à la rencontre des élus et des acteurs économiques et sociaux de ces territoires, ainsi qu'à une étude approfondie des statuts des territoires ultramarins dans des pays étrangers (États-Unis, Royaume-Uni, Danemark...). Il débouche sur trente recommandations, dont cinq pour Mayotte – aucune pour la Nouvelle-Calédonie afin de ne pas gêner la reprise du dialogue entre les forces politiques de l'archipel.

En préambule, le rapport précise que « chaque collectivité ultramarine souhaite un statut particulier, à la mesure de son territoire et des enjeux qui s'y présentent ». Tous les territoires ont le souhait d'être davantage intégrés dans leur environnement régional, et « vouloir gérer, depuis Paris, des territoires distants de 4 000 km, 10 000 km, voire 16 000 km de distance, de la même manière que le Gers ou le Cantal » est largement illusoire.

Les deux rapporteurs mettent en garde le pouvoir politique : « Sans vision stratégique conduisant à un nouveau pacte entre la Nation et ses collectivités, alors les collectivités ultramarines n'auront aucune raison de rester arrimées à la République. » D'où la nécessité de simplifier l'application de l'article 73 de notre Constitution, qui prévoit déjà un principe d'adaptation des lois et règlements pour l'Outre-mer, et de permettre au gouvernement de conduire jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'au référendum final, le processus institutionnel engagé dans chaque territoire souhaitant une évolution de son statut. ■

Conclave sur les retraites

Impasse à venir ?

Le « Conclave sur les retraites », présenté comme un espace de dialogue inédit, apparaît surtout comme une manœuvre politique vouée à l'échec face à des positions irréconciliables.

Le 14 janvier, le Premier ministre a annoncé la tenue d'une conférence sociale de trois mois qu'il a nommée « Conclave sur les retraites ».

Après le Grenelle de l'Environnement, le Ségur de la Santé, le Beauvau de la Sécurité, voici le Conclave sur les retraites. Comme l'assemblée des cardinaux enfermés dans la chapelle Sixtine afin d'élire le souverain pontife, les participants au Conclave seraient contraints de débattre jusqu'à parvenir à un arrangement. François Bayrou, le Premier ministre y voit une « méthode inédite ».

Si les partenaires sociaux parviennent à un accord, même partiel, respectant l'équilibre financier du système, cet accord sera intégré dans la loi. En l'absence de conciliation entre les organisations syndicales et patronales, la réforme actuelle restera en vigueur. Dans un premier temps, François Bayrou va confier une mission *flash* sur les retraites à la Cour des comptes qui va durer vraisemblablement quelques semaines. Par la suite, ce Conclave devrait siéger au ministère des Affaires sociales, place de Fontenoy.

La composition finale de la réunion est désormais arrêtée. Les leaders des trois organisations patronales (MEDEF, CPME, U2P) et des cinq confédérations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) y participeront, aux côtés de l'UNSA, conviée malgré sa faible présence dans le secteur privé. La FNSEA et un représentant des employeurs publics, en la personne de la directrice générale de l'administration de la fonction publique, seront également présents. En revanche, Solidaires et la FSU, limitée à la fonction publique, n'ont pas été invités.

Quel est l'enjeu de ce Conclave ? François Bayrou tente d'apaiser les tensions persistantes autour de la réforme des retraites de 2023, en créant un espace de dialogue approfondi entre partenaires sociaux, tout en restant ferme sur la nécessité de maintenir l'équilibre financier du système. Mais le réel objectif est avant tout politique : il s'agit de trouver un compromis, notamment avec le Parti socialiste (PS), pour éviter une censure du gouvernement, comme on l'a vu le 5 février, voire obtenir un soutien pour la mise en œuvre de certaines réformes.

Cependant, le Conclave paraît assez mal engagé. Sophie Binet, leader syndical de la CGT, a déclaré lors d'une interview télévisée, qu'elle n'y participera pas. Son syndicat pose l'abrogation de la réforme comme préalable. Quant à la

CFDT, Marylise Léon semble prête à des concessions mais seulement en cas de prise en compte de certains paramètres comme la pénibilité ou l'égalité hommes-femmes. Pour les organisations patronales, la priorité est claire : préserver la compétitivité des entreprises en refusant catégoriquement toute hausse des cotisations sociales. Patrick Martin, président du MEDEF, s'est même opposé à la présence des représentants des employeurs publics et des syndicats spécifiques à la fonction publique afin que le Conclave se concentre sur le financement des retraites du secteur privé.

La tenue de ce Conclave, malgré les intentions affichées de dialogue et de compromis, semble plus relever de l'affichage politique que d'une réelle volonté de résoudre les désaccords profonds entre les partenaires sociaux et de trouver un compromis pour amender la réforme des retraites de 2023. Les positions des syn-

dicats et du patronat apparaissent inconciliables : l'abrogation exigée par la CGT, la prudence conditionnelle de la CFDT et le refus catégorique des organisations patronales d'envisager des efforts financiers supplémentaires illustrent l'impasse sociale et politique dans laquelle la France est plongée depuis la dissolution.

En réalité, ce Conclave ressemble davantage à une mise en scène destinée à gagner du temps et à apaiser une opinion publique encore méfiante, tout en préservant l'apparence d'un dialogue social. Tout cela laisse peu d'espoir qu'une « fumée blanche » vienne annoncer un accord historique. Le gouvernement risque de se retrouver avec une réforme inchangée et une défiance renforcée, confirmant que ce Conclave, plus qu'un espace de dialogue permettant de déboucher sur un compromis, n'aura été qu'un enfumage. ■

NICOLAS MAXIME.

La Quinzaine sociale

■ **Formation.** – La Cour des comptes a rendu le 28 janvier un rapport sévère sur le grand Plan d'investissement dans les compétences (PIC) lancé en 2018 et doté de 15 milliards d'euros jusqu'en 2023, qui devait former deux millions de personnes, notamment des jeunes « décrocheurs » sans diplôme. Ce plan aurait dû conduire, selon l'économiste Jean Pisani-Ferry, à une « transformation structurelle » de la société française. Au lieu de cela, l'argent a abondé les plans de formation traditionnels financés par le ministère du Travail, sans aucun changement notable dans la compétence des demandeurs d'emploi. Un PIC-2 a pourtant été lancé pour la période 2024-2027.

■ **Chômage.** – Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 3,5 % en 2024, soit 100 000 chômeurs de plus, et ce mouvement de hausse a été particulièrement marqué au 4^e trimestre (+3,9 %) sous l'effet des plans sociaux dans l'industrie.

YVONNE CHASSARD.

■ **Agriculture.** – Laurent Duplomb, éleveur laitier de 53 ans, est sénateur LR de la Haute-Loire. Passé par les rangs des Jeunes Agriculteurs et la FNSEA, ce proche de Laurent Wauquiez a présidé la chambre d'agriculture de son département de 2013 à 2017, avant de rejoindre les bancs de la Haute Assemblée. Corapporteur, avec le centriste Franck Menonville, de la loi d'orientation agricole actuellement en discussion au Sénat, il est également l'auteur – avec ce dernier – d'une proposition de loi « visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur » qui a été adoptée en première lecture au Sénat le 27 janvier dernier.

Ce texte prévoyait notamment le nouveau feu vert à l'emploi d'un insecticide néonicotinoïde, l'acétamipride, autorisé dans le reste de l'Europe notamment pour traiter les champs de betteraves sucrières ainsi que les cerises ou les pommes, mais interdit depuis 2018 en France. C'était oublier les aspirations écologiques du gouvernement : la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a obtenu un amendement soumettant cet emploi à une dérogation. Il est notamment reproché à l'acétamipride de tuer directement ou indirectement les abeilles et les oiseaux. L'intervention gouvernementale n'a pas suffi à rassurer l'opposition de gauche au Sénat qui n'a eu de cesse de dénoncer le danger potentiel de ce produit pour l'homme lors de l'examen de la proposition de loi.

Les sénateurs se sont également écharpés sur le dossier sensible des retenues d'eau. Certaines pourront désormais être reconnues d'intérêt général, mais seulement si elles remplissent des critères de concertation préalable et répondent à un « stress hydrique des agriculteurs », comme l'a demandé le gouvernement. En pratiquant un pas de deux permanent entre deux conceptions opposées de l'agriculture, il n'est pas certain que l'équipe Bayrou satisfasse qui que ce soit, ni ne participe à éclaircir un débat où les arguments des deux bords paraissent irréconciliables.

JEAN BONGRAIN.





SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : PRÉSIDENCE UKRAINIENNE.

Le nouveau dirigeant syrien, Ahmed al-Scharaa. Pris entre Israël, la Turquie et l'Arabie saoudite, il a des marges de manœuvre très faibles.

Proche-Orient

Les malentendus syriens

par Yves La Marck.

Le Moyen-Orient vit à l'heure israélienne. Après la mise au pas de Gaza, du Liban et de la Syrie, le processus d'Abraham, suspendu le 7 octobre 2023, peut reprendre avec l'Arabie saoudite.

Tout le monde a été surpris de la rapidité de l'effondrement du régime de Bachar Al-Assad, à commencer par le principal intéressé et son tombeur. On l'avait annoncé trop souvent pour y croire. C'est quand on ne s'y attend plus que les choses arrivent.

La chute. – Assad savait que la Russie ne pourrait plus l'aider pour cause de guerre en Ukraine, ni le Hezbollah dont les capacités avaient été détruites par les bombardements de Tsahal. Il n'ignorait pas que la présence iranienne en Syrie avait été affaiblie par les frappes ciblées israéliennes. Les Émirats arabes unis lui faisaient miroiter un marché avec les États-Unis et l'Arabie saoudite dont il ne voulait pas accepter les conditions, notamment l'arrêt de la production de stupéfiants (Captagon). Il se croyait invulnérable, car il était convaincu que les monarchies du Golfe et leur protecteur américain ne prendraient jamais le risque du chaos islamiste. Il en avait joué avec l'État islamique. Les leçons de l'Algérie, de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye montraient qu'il n'y avait pas d'alternative entre la dictature laïque et le djihad. Le mouvement dji-

hadiste (HTC) qui contrôlait la parcelle d'Idlib où l'armée syrienne avait cantonné les rebelles, comme une nouvelle bande de Gaza, était lentement rogné par l'allié russe, dans un accord implicite avec Ankara. Le HTC projetait de se battre pour le contrôle d'Alep. Il n'avait aucun plan de reprise de l'ensemble de la Syrie ni même de Damas. Assad donc restait imperturbable.

C'était compter sans Israël qui poursuivait sans dévier une seconde sa stratégie de destruction de l'axe de la résistance reliant Téhéran à Beyrouth. Le Hamas, le 7 octobre, avait cru arrêter le processus d'Abraham de réconciliation du monde sunnite et d'Israël. Or les accords n'ont jamais été dénoncés, parce que leur ciment était l'opposition à l'Iran. La résurgence du problème palestinien n'a pas renversé l'ordre des priorités. Les bombardements de Gaza, de Beyrouth et des installations des Gardiens de la Révolution en Syrie n'ont pas empêché Israël de renverser la table à Damas. Ankara était implicitement au parfum des projets de HTC mais dans les limites initiales du projet de prise d'Alep, car la Turquie gardait les frontières de la poche d'Idlib.

L'objectif israélien a été pleinement atteint : l'Iran est exclu du Levant ! Mohamed Al-Jolani sait que le vainqueur, c'est Israël et pas lui. Il n'a d'ailleurs pas bronché quand Tsahal s'est avancé sur des positions stratégiques au-delà du Golan ; Jolani qui veut dire Golan dont sa famille est originaire, a aussitôt abandonné son nom de guerre pour reprendre son nom de l'état civil, Ahmed Al-Charaa. Il a laissé sans mot dire détruire les installations militaires de l'armée syrienne. Il n'a pas pris position sur la question palestinienne. Il n'ignore pas qu'il ne restera en vie que tant qu'il sera utile. Les candidats à son assassinat ne manquent pas, qui considèrent qu'il n'a cessé de trahir les siens (Daech, Al-Qaïda et même al-Nosra).

La fragmentation. – Le projet israélo-américain a toujours été le morcellement de la région en mini-États comme sous la période mandataire, française en Syrie, britannique en Palestine, en Transjordanie et en Irak. L'État-nation est tiraillé entre le « *Royaume arabe* » ou « *une Grande Syrie* » et des fédérations d'États. L'État de Damas reconquerra la vallée de l'Euphrate, peuplée d'Arabes mais soumise aujourd'hui au parti kurde qui avait terrassé l'État islamique, capitale Raqqa. Les Kurdes ne sont qu'un million sur les trois que compte le Rojava, administration autonome du nord-est de la Syrie. La Turquie travaille à leur réduction y compris en nouant un marché avec le vieux fondateur du PKK (auquel le PYP syrien est affilié contrairement aux Kurdes irakiens), Abdullah Öcalan, dans sa prison de l'île aux Princes en mer de Marmara depuis un quart de siècle.

Tandis qu'Ankara récupère une zone tampon au nord, l'Arabie saoudite assure sa suzeraineté sur les tribus du sud qui lui sont alliées. Erdogan comme Mohamed Ben Salman, tantôt concurrents tantôt convergents, ont intérêt à encadrer le nouveau centre de pouvoir islamiste. La mosquée des Omeyyades n'est pas celle de Mossoul (1). Siègle du premier califat hors de Médine, aux VII^e et VIII^e siècles, elle risque de se retrouver au cœur des controverses théologico-politiques qui agitent l'ensemble du monde musulman sunnite. Riyad traverse une délicate phase de transition depuis sa prise de distance avec le wahhabisme qui a perdu son statut de religion d'État dans un tournant historique. La Turquie abrite diverses branches des Frères musulmans en exil, avec une vocation panislamique étendue à l'ensemble du monde sunnite d'Afrique, d'Asie et d'Europe.

La politique arabe de la France. – Contre la Turquie, la France sous Hollande et Macron a fait le choix de la carte saoudienne. C'est la ligne Le Drian, ancien ministre de la Défense puis des Affaires étrangères, avant d'être nommé *envoyé spécial* au Liban, président de la fondation Al-Ula (monuments nabatéens anté-islamiques du désert saoudien). Soutien du maréchal al-Sissi en Égypte, du maréchal Haftar en Libye, du général Joseph Aoun au Liban, elle est d'abord et avant tout sécuritaire. Elle explique que l'Élysée fasse tout ce qui est politiquement possible avec l'Algérie des militaires. Après quelques hésitations et faux pas (Sarkozy en Libye, Fabius en Syrie), les « *Printemps arabes* » ont vite été vus comme la prise de pouvoir par les islamistes quelle que soit leur tendance. Cette politique arabe, axée sur les pouvoirs forts centralisés, vient de loin et possède sa propre cohérence. Face à elle, les Anglo-Saxons sont sur une ligne, elle-même historique, plus fluctuante, fondée sur le communautarisme et, par suite, des « *accommodements* » avec les groupes musulmans. Des officines britanniques et américaines conseillent le nouveau pouvoir à Damas.

La diplomatie française, plus fixiste, est concurrencée par celle, plus souple, de Rome (comme en Algérie et en Libye) ; Giorgia Meloni était à Riyad fin janvier et son ministre des Affaires étrangères s'est déjà engagé pour une participation militaire italienne à une force arabe de maintien de la paix à Gaza, l'Italie, déjà très présente dans la Finul comme la France. Paris, qui ne peut compter sur l'Allemagne sur ce sujet en raison des liens de Berlin avec Jérusalem et avec Ankara, hésite à abattre son dernier atout, la reconnaissance de l'État palestinien. Elle devrait le sortir lors de la conférence internationale réunie à New York en juin sur la question sous le patronage de Riyad. Ce geste, qui ne préjuge en rien des frontières, du statut et de la capitale, servirait essentiellement l'Arabie saoudite qui a besoin d'un tel processus

sans lequel le projet 2030 du prince héritier, qui passe par une normalisation avec Israël, pourrait se heurter à de vives oppositions internes. Comment résoudre la contradiction entre le principe d'un État palestinien et une pratique démocratique qui favoriserait inéluctablement les islamistes ?

Les partisans de la ligne franco-saoudienne n'ont évidemment aucune confiance dans un accommodement avec un islamiste quel qu'il soit. Ce fut un sujet en Algérie et au Mali. Le contre-modèle des Talibans est avancé à toute occasion. S'il est entendu qu'il n'y a effectivement pas d'islamistes « *modérés* », personne ne semble vouloir prêter aucun crédit à l'actuel détenteur du pouvoir à Damas. À la fin, quel que soit le terme, la prophétie du pire est autoréalisatrice. Il ne serait pas responsable de ne lui laisser aucune chance et de s'enfermer dans la stricte alternative entre le retour à un pouvoir fort, un Assad présentable, et une explosion du pays, dite faussement à la libyenne. ■

(1). Le chef de l'État islamique, Abou Bakr Al-Baghdadi, y proclama le califat le 29 juin 2014. 1^{er} jour du ramadan (cette année, le ramadan commence le 1^{er} mars 2025). Jolani l'avait déjà quitté et ils se combattaient. Al-Baghdadi fut tué par un bombardement ciblé américain sur Idlib le 27 octobre 2019.

Autriche

Le retour de l'extrême droite

Les élections législatives en Autriche sont une étape supplémentaire de la montée très forte de la « *droite populiste* » en Europe. Inquiétant.

Le 29 septembre dernier, les électeurs Autrichiens étaient appelés aux urnes pour renouveler la chambre basse de leur

Parlement. Or, pour la première fois depuis la renaissance de l'État autrichien en 1955, l'extrême droite (FPÖ) est arrivée en tête avec 28,6 % des voix, devançant le parti conservateur au pouvoir de plus de deux points (26,3 % des suffrages exprimés). En conséquence de quoi la première a gagné 26 sièges de plus qu'en 2019 et compte 57 élus et la droite conservatrice, elle, 20 de moins soit 51 élus. Comme le souligne le politologue autrichien Thomas Hofer : « *C'est sans aucun doute un tremblement de terre, une onde de choc pour l'ensemble de la classe politique* » (1). La gauche social-démocrate (ÖVP) se maintient avec 21,14 % des voix et 18 sièges (1 de plus qu'en 2019) même si c'est un de ses plus faibles scores depuis 1955. Le parti libéral NEOS lui, progresse d'un point avec 9,14 % des suffrages exprimés et un gain de trois sièges, 18 au lieu de 15. À l'image de ce qui se passe dans de nombreux pays européens, les écologistes (Grünen) s'effondrent avec 8,24 % des voix, soit 5,7 points de moins qu'en 2019 et une perte de 10 sièges, soit 16 au lieu de 26. Les électeurs se sont mobilisés pour ce scrutin. 77,68 % se sont déplacés, 2,1 % de plus qu'en 2019.

La victoire de l'extrême droite n'est donc pas le fruit de la démobilitation de l'électorat des autres partis, ni d'un rejet de la gauche au pouvoir puisque c'est la droite conservatrice qui dirigeait le gouvernement sortant. Soulignons le nouveau revers subi par un parti écologiste en Europe, ce qui devient une habitude. Pourquoi ce virage vers la droite de la droite ? Notons d'abord que le leader du FPÖ, Herbert Kickl, a refusé toute politique de dédramatisation. Cependant, il a bénéficié du discours de plus en plus dur de l'ÖVP en matière de réfugiés et d'immigration, prônant l'établissement de centres de rétention dans des États tiers pour les réfugiés et la suppression de l'aide publique au développement pour les États qui refuseraient de récupérer leurs ressortissants expulsés. Le FPÖ, de son côté, a adopté un discours économique plus libéral, refusant toute augmentation de la pres-



Le dirigeant du FPÖ autrichien Herbert Kickl. Aux portes du pouvoir.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : C. STADLER

sion fiscale et soutenant l'idée d'une baisse des charges salariales et des impôts sur les sociétés. Plus question non plus de sortir de l'Union européenne ou de renoncer à lutter contre les déficits publics en ramenant celui de l'État à moins de 3 % du PIB. Peu importe que M. Kickl prône la réduction voire la fin de l'aide à l'Ukraine, la fin des sanctions contre la Russie et le retour du gaz russe. Une grande partie des milieux d'affaires est rassurée et manifeste son soutien au parti populiste.

Le président autrichien écologiste, Alexander Van der Bellen, oubliant son devoir de neutralité a, au lendemain des élections, tenté d'établir un cordon sanitaire en favorisant la constitution d'une coalition anti FPÖ regroupant conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux, et en chargeant de cette mission, le 10 octobre, le Premier ministre conservateur sortant M. Nehammer, dont le parti est arrivé pourtant en deuxième position. Cependant, face à l'échec des pourparlers notamment sur les questions fiscales, il a dû se résigner à solliciter M. Kickl, le 5 janvier, l'ÖVP acceptant désormais de devenir un partenaire minoritaire au sein d'un gouvernement contrôlé par l'extrême droite. Ainsi, après la Hongrie, l'Italie, la Slovaquie, l'Autriche va devenir sans doute, le quatrième pays d'Europe à permettre aux populistes de gouverner. ■

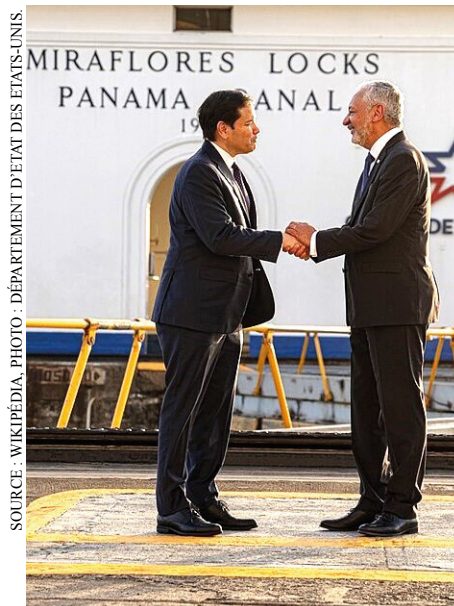
MARC SÉVRIEN.

(1). C. Deloy : « Tremblement de terre en Autriche où le parti d'extrême droite arrive pour la première fois en tête des élections » ; Fondation Robert-Schuman, septembre 2024, p. 1.

Voix étrangères

Panama hola !

« Pourquoi avoir choisi le Panama ? », se demande le quotidien britannique libéral *The Guardian*. Seul pays dont Donald Trump ait fait mention dans son discours d'investiture du 20 janvier : qu'a-t-il à son encontre ? On connaît la réponse officielle : les facilités accordées à la Chine qui lui permettraient le cas échéant de bloquer les accès au canal. Le Panama, qui reconnaissait jusqu'à 2017 la Chine nationaliste, fut après son changement de bord le premier pays d'Amérique à rejoindre les « routes de la soie ». Xi Jinping y fut reçu en grande pompe en 2018. Or Donald Trump était déjà président des États-Unis ! Que n'avait-il réagi alors ? Le président panaméen était déjà affaibli par la révélation en 2016 des « Panama Papers » (qui ont permis au Trésor français de récupérer 200 millions d'euros). Le procès au Panama du cabinet d'avocats panaméen à l'origine des évasions fiscales n'a été ouvert qu'en avril 2024 et a eu pour conclusion, en juin, une relaxe. Un appel est en cours. Entre-temps, le 1^{er} juillet 2024, le président actuel avait pris ses fonctions. Dès son investi-



Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, en visite à Panama le 2 février. L'heure est au dialogue.

ture il s'était montré bien disposé envers Washington en signant un accord pour le contrôle de la frontière avec la Colombie, la trop fameuse jungle du Darién empruntée en 2023 par un demi-million de migrants. Le chiffre est tombé à 300 000 en 2024.

The American Conservative répond à l'assertion selon laquelle le canal serait menacé non par la Chine mais par le réchauffement climatique (l'effet d'*el Niño*). « La cause du problème est dans la corruption et l'incompétence. » L'eau des bassins destinée à alimenter le canal est détournée par la ville qui connaît une urbanisation sauvage encouragée par les projets d'infrastructure (4^e pont sur le canal, métro sous le canal) réalisés par des entreprises chinoises. C'est la gouvernance du pays qui est fautive.

Le quotidien britannique *The Independent* revient sur cette fatale année 2018 où le nom de Trump a pourtant bien été au cœur de l'actualité panaméenne : en mars de cette année-là, le Trump International Group – dont, en accédant à la Maison-Blanche en 2016, le président s'était retiré – avait perdu le contrôle de la gestion de la Trump International Hotel and Tower, l'immeuble le plus haut d'Amérique centrale, à Punta Pacifica, 70 étages, 284,4 mètres de hauteur, 250 000 m², qu'il avait personnellement inauguré en 2011. S'en étaient suivis divers procès, en blanchiment d'argent, en évasion fiscale (abandonné en 2021). Le président panaméen de l'époque (2009-2014) est actuellement encore poursuivi pour blanchiment d'argent ; son vice-président et successeur (2014-2019), celui qui a ouvert les portes à Xi Jinping, a également été inculpé dans le cadre de la corruption par l'entreprise brésilienne de travaux publics Odebrecht. La Tour Trump est désormais un hôtel Marriott à environ 500 dollars la nuit.

Pour autant, les propos de Donald Trump inquiètent-ils les Panaméens ? *The Guar-*

dian rappelle le traumatisme de l'invasion américaine de décembre 1989 qui avait permis de renverser le dictateur Noriega pour trafic de drogue mais au prix de deux semaines de combat avec plus de 50 000 Marines, 24 tués américains, un millier estimé de morts panaméens. Opération spéciale oubliée, juste le mois suivant la chute du mur de Berlin. Condamné par la justice française après la justice américaine, Noriega séjourna deux ans à la prison de la Santé (2010-2011). ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Allemagne.** – À l'approche des élections parlementaires anticipées du 23 février, la CDU caracole en tête des sondages avec près de 30 % des intentions de vote. Elle est suivie par le parti d'extrême droite AfD (22 %), qui devance donc pour l'heure le SPD (18 %) d'Olaf Scholz. Dans ce contexte, le vote commun de la CDU et de l'AFD pour approuver un texte sur l'immigration au Bundestag a suscité critiques et craintes parmi les observateurs politiques.

■ **Israël.** – Le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est rendu à Washington le 4 février pour y rencontrer Donald Trump. À cette occasion, le président américain a pris de court l'ensemble des chancelleries en exposant un projet de prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis afin d'en sécuriser la reconstruction et d'y établir la « Riviera du Moyen-Orient », tout en suggérant un transfert permanent des Palestiniens hors du territoire.

■ **Mexique.** – Après avoir annoncé l'augmentation de 25 % des droits de douane sur les importations de produits mexicains, Washington a, le 3 février, suspendu la mesure pour un mois. Ce revirement fait suite à la décision de la présidente Claudia Sheinbaum de déployer 10 000 militaires à la frontière américano-mexicaine afin de renforcer la lutte contre le trafic de fentanyl, cible récurrente de Donald Trump.

■ **Philippines.** – Le 5 février, la chambre basse du Parlement a approuvé la destitution de la vice-présidente Sara Duterte, fille de l'ex-président Rodrigo Duterte, visée par des enquêtes pour des détournements de fonds publics et un projet d'assassinat du président Marcos Jr. Des manifestations de soutien ou de désapprobation de la procédure ont été organisées, dans un pays où le clivage politique est explosif entre les « dynasties » Marcos et Duterte.

CASIMIR MAZET.



IBNED

Démographie

La fin de l'exception française ?

par François Gerlotto.

Comme tous les ans, l'INSEE nous informe sur l'évolution de la population en France, en particulier sur le nombre d'enfants par femme comme indice de fécondité. Et, comme chaque année, nos politiciens disent un peu n'importe quoi sans comprendre le moins du monde ce que ces indices peuvent nous dire.

Tout le monde sait qu'au-delà de 2,1 enfants par femme la population reste stable ou s'accroît, et qu'en deçà elle diminue ou s'effondre. Or, depuis quelques années notre fécondité diminue et se trouve en 2024 autour de 1,6. Si elle reste la moins faible d'Europe, elle n'est plus à même d'assurer le remplacement naturel de la population.

Devant cette baisse régulière qui s'est déclenchée vers 2015, notre président a cru bon de jouer les va-t-en-guerre à l'assaut de la citadelle Population, en préconisant un « réarmement démographique » volontariste, par un ensemble de décisions et de lois – dont nous ne saurons rien – qui devraient tout remettre en ordre. Passons sur le cynisme d'un homme bien décidé à se contenter de promesses tonitruantes dont l'infaisabilité ne présente pour lui aucun problème puisqu'elles ne sont pas destinées à être remplies. Et posons-nous les questions réellement importantes.

Tout d'abord, il faut replacer cette dynamique démographique dans son contexte. Depuis les années 1970 et la publication

du rapport Meadows du Club de Rome en 1972, les élites de notre pays (et du monde occidental en général) se sont effrayées de la surpopulation du monde, et de sa natalité galopante. Et en effet, en cinquante ans, la population mondiale a doublé : de quatre milliards en 1975 à 8 milliards en 2022 !

Dans les décennies à venir la croissance de la population française (et européenne) va dépendre beaucoup plus de l'immigration que de la natalité.

Cette croissance exponentielle n'était évidemment pas viable, et le discours alarmiste des années 1970-2000 considérait que l'accroissement de la population allait rapidement détruire la planète. Ce qui a d'ailleurs été en partie le cas, puisqu'un grand nombre des catastrophes écologiques que nous subissons vient de cette surpopulation. Mais les choses ont changé de façon d'abord imperceptible, puis bien visible, et la fécondité mondiale a

fortement baissé, de façon tout à fait spontanée : de cinq enfants par femme dans les années 1960, elle est rendue à 2,24 en 2024. C'est encore plus flagrant si l'on ne considère pas l'Afrique (3,9 enfants par femme), puisque tous les autres continents sont en dessous de 1,87, donc en dessous du taux d'équilibre. Les projections mondiales anticipent une fécondité moyenne de 1,84 en 2100 (1,6 pour l'Europe ; 2,02 pour l'Afrique), une population totale de 10 milliards d'habitants et une décroissance de -1,2 %. Autrement dit : il s'agit d'une vague universelle qui clôt un épisode de croissance exponentielle. En 2100, la question ne sera plus celle de la surpopulation, mais celle de son effondrement.

Un autre point est à rappeler. Les politiques autoritaires que certains pays ont instaurées ont abouti à autant de désastres, que ce soit pour diminuer la fécondité (la Chine et sa politique de l'enfant unique ; l'Inde et la stérilisation de populations entières) ou pour l'augmenter (la Roumanie des Ceaușescu). Vouloir contrer la dynamique d'effondrement mondial de la fécondité par un « réarmement » dans notre seul pays découle d'un manque complet connaissance de ce dossier.

Les causes d'un déclin démographique.

– Ce panorama général étant dessiné, il nous faut maintenant voir où se situe notre pays. Il a en effet une histoire démographique différente de celle de ses voisins. Avant la Révolution, la France était le pays le plus peuplé d'Europe (24 millions d'habitants, contre 8 pour l'Angleterre,

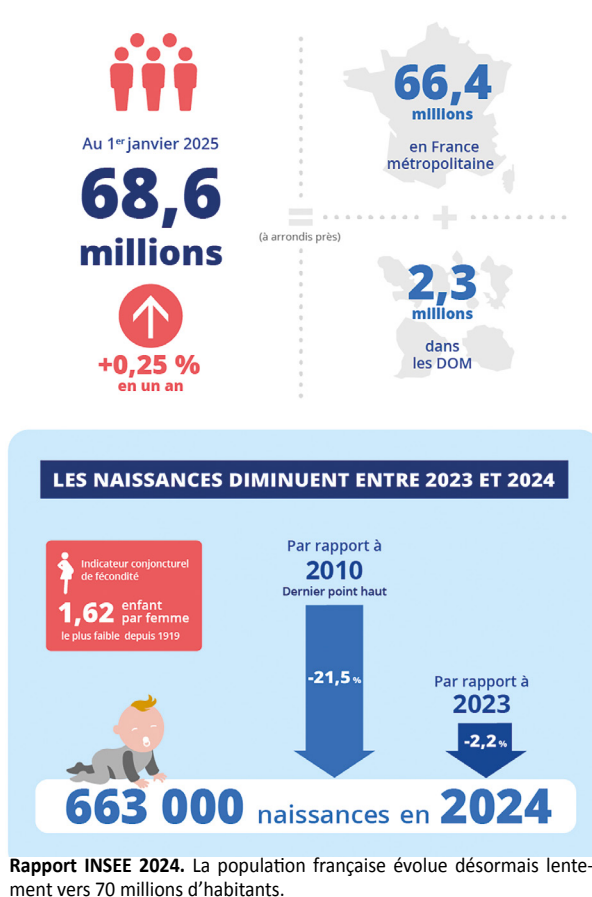
14 pour l'Italie, moins de 20 pour l'Allemagne). C'était le troisième pays le plus peuplé du monde, après la Chine et l'Inde. Mais sa fécondité a commencé à baisser vers 1750 (avant la Révolution, donc indépendamment des causes que l'on met d'habitude en avant, comme la fin du droit d'aînesse). Alors que le reste du continent connaissait une explosion démographique, la France est restée à la traîne, au point que deux siècles plus tard sa population n'avait été multipliée que par 1,6 : contre 3 pour l'Italie et l'Allemagne, et 6 pour le Royaume-Uni !

Puis est arrivé le « baby-boom » en Europe et dans le monde, de 1945 aux années 1960, dont les causes restent mystérieuses. La fécondité en France est remontée à ce moment au niveau de celle des autres pays européens (2,75). Enfin, après cet épisode, alors qu'à partir de 1980 presque toute l'Europe voyait sa fécondité descendre en-dessous de 1,5, cette baisse n'est apparue en France que trente ans plus tard : en tous points parallèle à celle des autres pays d'Europe, mais en permanence supérieure d'environ 0,3 par rapport à ces pays. Il y a donc bien une « exception française » en matière de démographie.

Les causes de ces évolutions restent difficiles à identifier. Il est pourtant indispensable de les comprendre si l'on veut lancer, sinon un « réarmement démographique », au moins une politique de la famille. En général, trois causes peuvent être invoquées. La première est d'ordre éthologique et physiologique ; la seconde d'ordre « médical » (baisse de la fertilité) ; la troisième sociologique.

Première cause : l'éthologie et la physiologie des populations. – Il y a très peu d'études sur ce point, car nous sortons là de la démographie (« humaine », comme son nom l'indique) pour appliquer à ces évolutions des analyses de dynamique des populations animales, où les capacités cognitives n'entraînent pas en jeu. Il est bien connu, chez ces populations, qu'une densité trop forte inhibe la fertilité, ou change les comportements de façon à réduire la fécondité. Cela s'applique-t-il aux humains ? Il n'y a pas d'étude scientifique qui le démontre, mais la simultanéité des baisses de fécondité dans des situations mondiales très diverses nous dit que la question devrait au moins être considérée. En effet, si tel était le cas, cela aurait une influence majeure sur la manière de s'y adapter et sur les politiques à appliquer.

Deuxième cause : la fertilité. – Elle est en baisse dans le monde, en particulier la fertilité masculine : des travaux (encore à confirmer) semblent montrer que la production de spermatozoïdes chez l'homme aurait diminué de façon significative. Il y



a plusieurs causes possibles à cette baisse de la fertilité. La première, évidente, est la présence dans tout ce que l'on respire, touche, mange, boit, de perturbateurs endocriniens, de « polluants éternels », qui sont connus pour leurs effets négatifs sur la fertilité, par leurs actions sur le fonctionnement des appareils génitaux des mammifères, donc des hommes et des femmes.

D'autres causes existent, comme le stress, dont l'effet sur la fertilité des rats est connu. Nous nous trouverions dans ce dernier cas dans une situation plus en rapport avec la première cause : la surpopulation entraîne du stress, qui fait baisser la fécondité. En France, les problèmes liés à une fertilité en berne touchent jusqu'à 15-20 % des couples désirant un enfant, et le nombre de consultations liées à des troubles de la fertilité augmente significativement. On peut aussi le noter en observant l'augmentation parallèle des naissances ayant requis une procréation médicale assistée. Ici aussi, les recherches devraient être approfondies. En revanche, le nombre d'avortements reste stable, ce qui contredit en partie cette idée d'une baisse systémique de la fertilité.

Troisième cause : des raisons sociologiques. – Ce sont elles qui sont le plus souvent mises en avant par les démographes, qui montrent qu'il existe une corrélation négative très forte entre le niveau de vie, et tout particulièrement l'éducation des femmes, et le nombre d'enfants.

D'autres raisons sociologiques sont mises en avant. L'une des plus indiscutables concerne le recul de l'âge à la première grossesse : en retardant l'âge à la première maternité, les couples prennent le risque d'une fertilité féminine affaiblie : celle-ci est optimale entre 18 et 31 ans, et quasi nulle après 45 ans. Or, en 2024, l'âge de la mère à la première naissance est de 31 ans. Le nombre de couples ne désirant pas d'enfant ou se limitant volontairement à un enfant unique serait en augmentation. Il s'agit de choix entièrement raisonnés et propres à l'espèce humaine. Ce n'est qu'à partir de ces faits que l'on pourrait envisager une politique démographique pour notre pays.

Une politique réaliste de la famille. – En bilan, autant notre situation démographique est décrite avec une grande précision depuis des décennies (pour ne pas dire des siècles), autant les causes réelles de ses évolutions sont complexes et pour certaines, hypothétiques. Il faut également bien définir pourquoi, comment réagir, et dans quel objectif. Nous savons en toute certitude que, dans les décennies qui viennent, la croissance de la population française (et européenne) va dépendre beaucoup plus de l'immigration que de la natalité. On ne peut donc se désoler d'un potentiel déclin de la population française et en même temps se plaindre d'une immigration excessive. C'est pourtant ce qui se passe souvent, et notre gouvernement actuel est exactement dans cette posture : il veut à la fois un « réarmement démographique » et en finir avec une « submersion » migratoire. Certains même pensent que le renforcement de la natalité est le meilleur moyen de limiter l'immigration. C'est une chimère.

Il est certain qu'une politique de la famille est nécessaire et qu'un peuple qui ne fait plus d'enfants est condamné à disparaître ou à être profondément transformé par l'arrivée de migrants. Mais il faut pour cela se battre là où c'est utile : sur le front de la fertilité en premier lieu, et sur celui de l'aide aux familles, puisque c'est uniquement sur ces questions sociologiques et médicales que l'on peut obtenir des résultats. Mais aussi sur l'accueil et l'assimilation des immigrants, indispensables à notre pays. Plutôt que de vouloir reprendre et imposer des méthodes qui n'ont marché nulle part, le seul « réarmement » viable est de préparer l'avenir que les démographes nous annoncent, et pour cela développer des politiques de la ville, de la santé, de l'éducation, du travail, de l'environnement. Bref, préparer les conditions d'un avenir où la vie vaudra d'être vécue. Toute autre politique « volontariste » reviendra à fournir beaucoup d'efforts pour la certitude d'un résultat nul. ■

Mosaïque de l'histoire, par Frederick Dielman (1896).



WIKIPEDIA, PHOTO : LIBRAIRIE DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

Philosophie

Et c'est ainsi que s'achèvera l'Histoire

par Casimir Mazet.

Sans aborder un quelconque fait d'actualité, le récent essai du philosophe Florian Larminach tombe à point nommé en période d'apparent chamboulement. Les penseurs de la « fin » de l'Histoire redeviennent précieux quand est craint l'effacement de la démocratie libérale.

Chaque tragédie en une de l'actualité, chaque tremblement de terre électoral, chaque offensive contre les idées dominantes interroge la thèse – devenue tarte à la crème – de la fin de l'Histoire. Popularisée dans l'après-Guerre froide par l'économiste américain Francis Fukuyama, l'existence d'un stade terminal de l'histoire humaine n'est en réalité qu'une vieille idée débattue depuis Kant. Florian Larminach nous le rappelle dans un essai limpide.

En la matière, le premier malentendu à lever est celui du sens philosophique de l'expression, chez Fukuyama comme chez ses prédécesseurs. Nul parmi eux n'a postulé la disparition du fait historique, seulement du fait signifiant. Dès lors, la fin de l'histoire n'est pas l'effacement des péripéties mais l'aboutissement d'une utopie, d'une pensée. Et cette pensée, cette utopie ne vient pas de nulle part, puisque l'auteur souligne dans chaque œuvre étudiée un occidentalisme évident, pour ne point dire un eurocentrisme. Derrière celui-ci, apparaît sans surprise l'idéologie du progrès, caractéristique de la modernité philosophique occi-

dentale, bien qu'elle ne revête pas – qui en douterait ? – tout à fait le même sens chez Auguste Comte ou chez Karl Marx.

Projection ou rétrospection. – Le terminus du développement humain ne s'impose pas nécessairement comme un acquis. Pour les quatre premiers des sept auteurs abordés (dans l'ordre : Kant, Hegel, Marx, Comte, Cournot, Kojève et Fukuyama), la fin de l'histoire reste encore une projection, mais sera néanmoins la conclusion inévitable de la progression intellectuelle de la société. Le tournant s'opère donc à partir des réflexions du mathématicien et philosophe Antoine-Augustin Cournot qui, fidèle à la raison calculatrice, estime en cours d'avènement une société « finale », économiquement libérale, appuyée sur le commerce international, et dans laquelle la vie politique ne connaîtrait plus jamais de Révolution, tout au plus quelques jacqueries... Kojève entrevoit de la même manière une société du bien-être sans bouleversement intérieur ni extérieur grâce au fédéralisme et à l'universalisation de l'*American Way Of Life*,

situant symboliquement le point de départ de cette phase finale de l'histoire à l'issue de la bataille d'Iéna. Pour Fukuyama, la « meilleure solution possible pour les problèmes de l'humanité » est sous nos yeux : la démocratie libérale, triomphante après l'effondrement du bloc soviétique. Pour leurs prédécesseurs, l'humanité prenait tout juste le chemin vers une société finale, idéale mais non encore advenue. Cette société devait être celle du mercantilisme cosmopolite et pacifiste chez Kant, partisan d'une république où l'égalité en droit des individus était assurée, à défaut de l'égalité économique. Elle serait organisée en un État souverain doté d'un régime mixte et stable chez Hegel. Enfin, elle deviendrait communiste chez Marx, bien que son organisation précise ne soit jamais abordée par le philosophe matérialiste.

Qu'elle soit ou non prospective, que l'on se situe avant ou après l'épuisement des utopies au XX^e siècle, l'histoire, dans l'esprit de ceux qui en spéculent l'aboutissement, suit bien souvent une dynamique dialectique. Le co-auteur du *Manifeste du parti communiste* la conçoit comme la lutte du dominant et du dominé, constitués en classes sociales. Comte, pour sa part, analyse les dernières décennies de son époque au prisme d'un cercle vicieux, celui des tensions stériles entre rois et peuples : le conservatisme des premiers entraîne la violence des seconds, qui appelle à son tour une réponse autoritaire, et ainsi de suite. Quand Kojève entre en scène, l'histoire touche à sa fin et le maître comme l'esclave

ont dépassé leur statuts antagonistes pour devenir le citoyen, soit un « *homme total* » : celui de l'histoire qui s'achève sous la forme d'une grande « *Union juridique mondiale* ».

L'homme final : homme médiocre ? – Conséquence dommageable de la fin de l'Histoire, elle met un terme aux grandes ambitions, donc à ceux qui les portent : les grands hommes. C'est dire – et Francis Fukuyama en a bien conscience – que l'époque finale est une époque potentiellement très ennuyeuse. Quand triomphent sans horizon nouveau l'économie de marché et la surenchère technologique, l'homme médiocre s'épanouit au point de risquer de troubler la stabilité des sociétés en versant dans une hypothétique « *future guerre nihiliste* ». Optimiste, Kant pensait que la recherche permanente d'une plus grande moralité pourrait sauver cette humanité future de l'abêtissement légal. Ce n'était déjà plus aussi vrai aux yeux de Kojève. Le philosophe franco-russe espérait, comme une simple éventualité, que l'individu de la fin de l'Histoire se montrerait digne du snobisme oriental, celui qui guide le geste du kamikaze nippon ! Le suicide rituel, parce qu'il traduit une « *négativité gratuite* » qu'admire Kojève, conserve l'essence humaine désormais dépourvue de l'héroïsme à vocation historique et la préserve ainsi de la médiocrité.

La démonstration brillante de Florian Larminach témoigne que les points de comparaison entre ces théories sont aussi nombreux que les divergences. L'histoire de la fin de l'histoire est celle de lectures alternatives qui, pour reprendre les mots de l'essayiste, ouvrait « *originellement sur un pas-encore dans une praxis réformatrice ou révolutionnaire* » (Kant, Hegel, Marx, Comte) pour se muer « *progressivement en une idée fermant "l'histoire" dans un déjà-là que la praxis, dès lors, ne devait plus, au mieux, que consolider* » (Cournot, Kojève, Fukuyama). Appliquée au présent, chacune de ces grilles de lecture a quelque chose à nous raconter. Tout comme Hegel n'avait pas tort de voir en l'État l'aboutissement d'une lente sédimentation des systèmes politiques, ni Comte ni Cournot de penser science et technique comme soubassements d'une nouvelle ère qui détruirait irrationalité, culture et sacré, Fukuyama avait raison de craindre la *megalothymia*, pente conduisant un individu à penser sa valeur supérieure.

À rebours des caricatures faites de sa théorie, Fukuyama n'exclut pas les retours en arrière ; la démocratie libérale est ultime, mais elle n'est pas éternelle. Si elle ne meurt pas de la médiocrité de ces citoyens, les risques sont plus grands qu'elle vacille devant la *megalothymia* d'un prince. L'avertissement n'échappera pas au lecteur. ■

► Florian Larminach, *Histoire de la fin de l'Histoire. Une enquête philosophique*, Presses universitaires de France, 2024.

Économie

Les dix commandements contre la pensée néolibérale

L'économie pour les 99 %, par Thomas Porcher, Ludvine Stock et Raphaël Ruffier-Fossoul. Stock, novembre 2024.



Dans un précédent numéro de *Royaliste* (1) nous avons recommandé la lecture d'une bande dessinée dénonçant certains postulats économiques fallacieux et jamais démontrés du néolibéralisme. Dans cet autre ouvrage, nous retrouvons les mêmes qualités et le même plaisir avec l'économiste, hétérodoxe et membre du collectif *Les Économistes atterrés* Thomas Porcher, assisté de Ludvine Stock et de Raphaël Ruffier-Fossoul, et abordons, dans un panorama élargi, les dogmes et poncifs des autoproclamés « *experts économiques* » des plateaux TV et radios qui nous assènent à longueur de journées et de soirées les pseudo-évidences contre lesquelles, selon eux, « *il n'y a pas d'alternative* » (le tristement célèbre *TINA* de Margaret Thatcher) et que les réformes austéritaires sont une fatalité « *naturelle* » absolument incontournable.

Dès les premières pages, Thomas Porcher nous rappelle que les véritables économistes débattent, ne sont pas d'accord, n'ont pas la même approche et que, même chez ceux qui paraissent en convergence de visions et d'analyses, les divergences peuvent être profondes et insurmontables (2).

Il souligne combien le dissensus et la confrontation des idées entre véritables économistes (chercheurs et universitaires) sont importants et indispensables et qu'il faut se méfier par principe de ceux qui affirment avec force qu'un prétendu « *large consensus* » existe sur tels ou tels points. L'économie n'est pas une science dite « *dure* » comme les mathématiques, la chimie ou la physique et le rôle des économistes est de proposer aux dirigeants politiques un panel d'options différentes parmi lesquelles ils devront choisir selon les principes du Politique.

Passant en revue toutes les fables et fictions néolibérales sur lesquelles prospère l'oligarchie européenne et mondiale depuis quarante ans (dette, déficit budgétaire et autres « *3 %* », fiscalité, « *charges et prélèvements obligatoires* », CICE, « *ajustements* » structurels et autres « *réformes libératrices* », ruissellement, privatisations, etc.) et les « *démontant* » pièce par pièce grâce à des études et des analyses solides et difficilement contestables, cette bédé se lit très facilement et se termine par un judicieux et très utile recueil de dix précieuses recommandations.

Deux nous paraissent particulièrement pertinentes en ces temps de discussions budgétaires acharnées et de déclarations déplacées de certains « *grands patrons* » : « *Avant de dire qu'il faut baisser la dépense publique, essayez de comprendre ce qu'elle recouvre* » et « *Un individu n'est jamais seul responsable de sa réussite ou de ses échecs* ». ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). *Royaliste* n° 1211 du 10 mai 2021, Benoît Colombat, Damien Cuvillier, *Le Choix du chômage*, Futuropolis, mai 2021.

(2). <https://www.nouvelobs.com/idees/20250123.OBS99381/croissantistes-contre-decroissantistes-reglement-de-comptes-chez-les-economistes-atterres.html>

Nation française

Quelques hommes d'exception

Les grands ministres qui ont fait la France, sous la direction de Jean-Christian Petitfils. Perrin, octobre 2024.



On ne saurait trop remercier notre ami Jean-Christian Petitfils d'avoir conçu et dirigé cet ouvrage collectif qui met en scène les grands ministres qui ont jalonné notre histoire. Comme il le rappelle dans la préface, « *la France a été l'œuvre de la volonté humaine plus que le produit de la géographie* » et ce n'est que justice d'associer à l'héritage de nos 40 rois, de deux empereurs et de quelques chefs républicains, les hommes qui, souvent dans l'ombre, ont contribué eux aussi à la grandeur du pays. Cette galerie de vingt-deux ministres est traitée par les meilleurs historiens, chacun, de l'abbé Suger jusqu'à Pompidou, bénéficiant d'un chapitre où sa personnalité, ses succès et ses échecs sont parfaitement résu- més. Même si Jean-Christian Petitfils précise « *qu'il ne s'agit pas ici d'un travail de science politique* », il est difficile de ne pas tirer quelques leçons de ce vaste panorama.

Bien sûr, chacun, selon sa sensibilité, marquera une préférence pour tel ou tel de ces ministres. À droite, on s'agacera sans doute de la place réservée à Blum, à Mendès France ou à Waldeck-Rousseau et, à gauche, de la longue liste des serviteurs de la monarchie. Pour autant, on conviendra que la plupart d'entre eux furent des hommes d'exception, dotés d'une force de caractère, d'une hauteur de vue et d'un sens de l'État hors du commun. Peu leur importaient les heures de travail acharné, les vexations ou l'impopularité, puisque l'œuvre était exaltante. Quel contraste avec notre classe politique actuelle où les

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : ORIGAF FOUNDATION



Charles Bukowski par Graziano Origa.

hommes sont petits et les ambitions dérisoires ! Construire la France avec Philippe le Bel, la faire grandir avec Louis XIV ou la reconstruire avec de Gaulle était plus exaltant que d'assurer sa « *gouvernance* » sous l'égide de l'Union européenne.

Ce fut un des grands mérites de la monarchie française d'avoir su très tôt s'entourer des meilleurs. Le mot ministre, qui vient du latin *minister*, le serviteur, résume à lui seul cette notion de dualité à la tête du pouvoir entre le détenteur de la légitimité et celui qui le sert. Qu'aurait été le règne de Louis XIV sans Colbert, et, à l'inverse, qu'aurait pu accomplir un Richelieu sans le soutien de Louis XIII, un Guizot sans l'amitié d'un Louis-Philippe ? Les grandes œuvres se font à plusieurs et elles sont plus solides quand le pouvoir dispose de la durée. Cette leçon a été un peu oubliée par la suite : les deux Napoléon dirigent seuls, Blum, Pinay, Schuman ou Mendès sont isolés face à une opinion changeante qui leur laisse peu de temps le pouvoir. Ce n'est pas un hasard si Pompidou trouve le temps d'agir sous la monarchie républicaine instaurée par de Gaulle. L'histoire jugera durement ceux de nos présidents actuels qui ont ravalé leurs ministres, et le premier d'entre eux, au rang de « *collaborateurs* ».

Jean-Christian Petitfils a devancé nos critiques en regrettant l'absence dans sa galerie d'autres grands serviteurs de l'État, les Louvois, Maupeou, Calonne ou ce deuxième Richelieu, qui servit parfaitement Louis XVIII. La présence dans la liste de la triste figure d'Aristide Briand nous paraît plus grave. Que vient faire ici Aristide, l'homme de Locarno et du réarmement allemand, le pacifiste illuminé qui détournait l'opinion des dangers du pangermanisme et de la guerre ? Mais que le lecteur se rassure, la présence de ce mauvais serviteur n'occupe dans l'ouvrage qu'une petite dizaine de pages qu'on peut sauter allègrement ! ■

HUBERT DE MARANS.

Les Lettres

Le « *vieux dégueulasse* » n'a pas dit son dernier mot

Bukowski, une vie, par Neeli Cherkovski. *Au Diable-Vauvert, mars 2024.*

Bukowski, de liqueur et d'encre, par M. Botton, L. Cadonici, F. Segala, M. Boujol. *Petit à petit, février 2024.*

Rien n'est pas jamais totalement positif ni entièrement négatif. Un exemple ? La première élection de Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2016 a été pour beaucoup un désastre sans nom. Elle a néanmoins eu une heureuse conséquence : la création, en France, d'*America*, un type de revue au graphisme soigné, entre livre et magazine – ce que les libraires appellent un *mook*.

Lancée quelques semaines après l'investiture en janvier 2017 « du Donald », comme l'appelait dans ses pages l'auteur de « *la chronique du poisson rouge* », *America* se proposait d'analyser sous l'angle de la littérature l'Amérique durant la présidence de Trump, en ouvrant ses colonnes à des écrivains américains. Au total, seize numéros, d'une richesse indéniable, parurent entre le printemps 2017 et août 2020.

Dirigée par François Busnel, *America* demeure la revue que tout amateur de lettres américaines se doit de consulter. On y trouve d'excellents dossiers (*American dream*, n° 10/16). On y trouve aussi, dans chacune de ses livraisons, un entretien fleuve avec un grand écrivain américain contemporain (Bret Easton Ellis, n° 9/16 ; Philip Roth, quelques jours avant son décès en 2018, n° 6/16). On y trouve, encore,

des documents jusqu'alors inédits : nouvelles (la toute dernière de Jim Harrison, *L'Affaire des Bouddhas hurleurs*, dans le n° 3/16) ; textes plus théoriques (*Guns*, de Stephen King, n° 4/16). En somme, tout ce que l'Amérique a fait de mieux en matière de littérature.

Tout ? Presque. Un écrivain brille par son absence dans *America*. Certes, il est cité une fois, à la suite d'un article consacré au romancier et novelliste John Fante (n° 11/16). Mais en dehors de cette exception, il n'est guère question de Charles Bukowski (1920-1994). Dommage, car, connu sous ses pseudonymes divers (Hank, Buk) et parfois confondu avec son double littéraire (Henry Chinaski), cet écrivain est l'un des plus remarquables que les États-Unis aient jamais enfantés.

Sorte de Louis-Ferdinand Céline américain mais sans l'antisémitisme délirant et sans la misanthropie éructante, Bukowski est longtemps resté inconnu dans l'Hexagone. Jusqu'à son apparition inoubliable, le 22 septembre 1978, dans l'émission *Apostrophes*, durant laquelle il but en direct un litre de vin blanc et insulta tout le monde avant de se faire virer par un Bernard Pivot excédé. Avant, peu étaient ceux qui, chez nous, en avaient entendu parler. Pourtant, Bukowski n'était nullement, et plus particulièrement dans le monde de la poésie, un lapin de six semaines. Contrairement à l'image d'épave alcoolique que ses œuvres et comportements publics ont laissée de lui, Bukowski était un écrivain, un vrai. Il écrivait tous les jours ou, plus exactement, toutes les nuits. Après un turbin alimentaire qu'il haïssait. Et dont il a tiré plus tard le magnifique roman *Le Postier* (1971). En ce sens, il doit surtout à une discipline de fer et un travail acharné un succès qui ne s'est jamais démenti une fois survenu. Un succès d'autant plus méritoire que, enfant délaissé de ses parents et même régulièrement battu au sang par son père, défiguré ensuite à l'adolescence par une acné carabinée, devenu de ce fait un paria (*Souvenirs d'un pas grand-chose*, 1982), Bukowski revenait de loin avant même d'entamer sa vie d'adulte marginal...

C'est à l'ombre et loin des écrivains de la *Beat Generation* (Kerouac, Ginsberg, Burroughs), dans de petites revues de l'*underground* californien, que Bukowski s'est d'abord fait un nom. Avec ses poèmes. Puis les lectures qu'il en a faites devant des salles au public survolté ont fait le reste. Pour savoir qui il était et comment il est devenu une référence incontournable (sauf pour *America*...), on ne saurait trop recommander la biographie de son ami Neeli Cherkovski, *Bukowski, une vie*, ou l'album *Bukowski, de liqueur et d'encre*, une bédé tout aussi remarquable. L'une et l'autre brossent le portrait d'un poivrot attachant doublé d'un authentique survivant. Elles donnent surtout envie, et c'est leur force, de lire tout Bukowski. ■

ANDRÉ PIERRE.

DR.



Par Gérard Leclerc

L'héritage de Philippe Ariès

Guillaume Gros s'attache, depuis longtemps déjà, à faire revivre l'œuvre de Philippe Ariès. Dans un livre biographique (1), publié en 2008, qui accordait la plus large place aux étapes de l'évolution intellectuelle et des recherches de l'historien, il le définissait comme « *un traditionaliste non-conformiste* ». L'expression paraît heureuse, concernant une personnalité qui n'a jamais renié ses origines familiales mais s'est toujours signalée par une extrême liberté d'esprit. Devenu le spécialiste de cette œuvre, Guillaume Gros en rassemble les morceaux épars dans différentes revues, ce qui permet de prendre connaissance de l'étendue des intérêts d'un écrivain dont on ne peut qu'admirer l'érudition. Comment Philippe Ariès, qui n'était pas universitaire mais pratiquait un métier très accaparant, avait-il pu prendre le temps de lectures aussi vastes et aussi diverses, tout en travaillant d'arrache-pied aux grandes thématiques qui assureront sa réputation « *scientifique* » ? C'est un sujet d'admiration d'autant que l'homme – nous l'avons connu – se distinguait par son affabilité et sa simplicité.

Faisant suite à un premier volume de *Pages retrouvées* (2), ces *Pages ressuscitées* ont le mérite d'initier ceux qui n'ont pas lu les livres majeurs de Philippe Ariès à son mode de pensée, tout en faisant accéder ses lecteurs confirmés à des documents précieux, tel cet inédit sur Alfred de Musset. Le jeune Philippe Ariès s'y essaie à la critique littéraire, en s'inspirant de l'essai que Maurras a consacré aux *Amants de Venise*. Ce qui apparaît d'ores et déjà, c'est une tournure d'esprit qui privilégie l'intériorité, l'empathie, l'exploration de l'âme humaine que l'on va retrouver chez l'historien. Celui qui dirigera avec Georges Duby les cinq volumes de *Histoire de la vie privée*. Pour élucider *La Confession d'un enfant du siècle*, le critique a recours aux *Frères Karamazov* de Dostoïevski. C'est dire déjà la frénésie littéraire d'un jeune homme qui parviendra, dans le même élan d'une passion, à marquer de son empreinte la pensée contemporaine.

Dans son introduction, Guillaume Gros rappelle à juste titre l'importance que Philippe Ariès a eue pour un Michel Foucault, se déprenant de l'analyse marxiste pour se consacrer à ce qui relève du quotidien. Ariès, ne l'oublions pas, qui avait publié dans la collection qu'il dirigeait chez Plon *Histoire de la folie* que Gallimard avait refusée. Pour comprendre la portée de cette lignée Ariès-Foucault, il faut revenir à la mutation qui s'est produite précédemment et dont ils sont tributaires. Ariès s'en est expliqué : « *Vers mille neuf cent, l'histoire était essentiellement politique, militaire, religieuse, littéraire. Elle s'appliquait aux structures les plus hautes, celles de l'État, aux personnalités les plus remarquables, celles des hommes d'État ou d'Église, des grands écrivains, des grands artistes. Elle ignorait les phénomènes collectifs obscurs, les mouvements secrets, tout ce qui se passait un peu au-dessous de la conscience claire.* » La mutation qui va se produire, on la doit à l'École des Annales, à Marc Bloch et à Lucien Febvre. De quoi s'agit-il fondamentalement ? Non pas d'une discipline particulière, l'histoire dans un sens étroit, la sociologie, ou chacune des sciences dites humaines, « *mais seulement de l'homme, et de l'homme à la fois dans le passé et le présent, dans la politique et la religion, dans les guerres et les marchandises, etc.* »

Ariès parle aussi du pas décisif que constitue « *la dépolitisation de l'histoire* ». Ne lui a-t-il pas fallu se détacher lui-même de l'histoire politique à la Jacques Bainville et plus généralement de la culture maurassienne pour accéder à sa manière propre ? Il est

vrai que cela correspondait au fond de sa personnalité, à ce goût pour la vie de ses semblables, ses proches. L'histoire, pour lui, c'est ce qui permet de comprendre le présent, de lui donner son épaisseur. Rien de plus significatif que cet aveu fait aux lecteurs de *La Nation française*, l'hebdomadaire de Pierre Boutang, dont il fut le collaborateur assidu : « *Je ne peux m'abstraire des observations que je fais quand je sors de chez moi dans la rue. La vie de tous les jours est passionnante, et plus elle est quotidienne, plus elle est passionnante. C'est peut-être cela qui est pour moi la manière d'entrer dans l'histoire. Je ne vous dis pas que c'est le fond. Le fond, c'est plutôt le désir de retrouver un mystère central, mais on n'est jamais devant le mystère central. On est dans la rue. Alors, je me promène dans un monde qui est un monde de curiosité, excitant constamment ma curiosité, quelquefois mon émerveillement.* »

Ainsi, qu'il soit question des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie, de l'enfant et de la vie familiale sous l'Ancien Régime, de l'Homme devant la mort, il n'est pas de démarche historique « *qui n'ait comme point de départ une question posée par le présent* ». Cela ne veut pas dire qu'il s'agit de revenir à la « *petite histoire* » d'autrefois, en s'attardant sur les seules anecdotes. À l'aide de toutes les disciplines spécialisées, le chercheur devra envisager « *les structures collectives profondes, qui ont conditionné les hommes malgré eux, du moins sans qu'ils s'en aperçoivent* ».

Il m'est arrivé d'émettre l'opinion qu'une certaine polémique contre l'histoire politique à la Bainville avait quelque chose d'obsolète. Il fallait qu'Ariès se détache d'une part de sa formation initiale pour qu'émerge son génie propre. Si l'on observe ses engagements concrets, on constate qu'il est resté très longtemps lui-même un militant politique, réagissant de la façon la plus vive aux événements de l'après-guerre. Il est vrai qu'à partir des années soixante il se libère de ces engagements, stimulé par un nouveau climat. Même celui de mai 1968. Le courant écologique ne lui déplaît pas, il est très proche d'un Ivan Illich ; la révolte contre la toute-puissance de la technique, et l'homme *unidimensionnel* selon Marcuse consonnent avec sa sensibilité. Mais en même temps, il ne peut se détacher de son traditionalisme. Tout en étant plus ouvert que beaucoup de ses amis aux orientations de Vatican II, il a du mal à supporter la nouvelle liturgie, dont la musique l'exaspère. Il n'a pas jeté au rebut son royalisme originel. Quand Pierre Boutang lui rend visite à l'hôpital de Toulouse où il va mourir, il lui redit tout son attachement à la Famille de France.

Et puis est-il seulement possible d'abandonner complètement le champ de la grande politique. Évidemment non ! Guillaume Gros a retrouvé un article sur « *L'Europe des traités de Westphalie* ». Philippe Ariès y montre l'importance capitale de ce moment : « *À l'idée de chrétienté se substitue, avec la paix de Westphalie, l'idée d'une société internationale d'États indépendants, mais ligüés par des conventions de droit public.* » Cela va durer un siècle et demi. Par la suite, le XIX^e siècle sera celui des nationalités. Notre historien ne pouvait s'abstraire de la politique où s'affrontent les civilisations, les peuples, même s'il privilégiait l'homme familial, notre prochain, face aux défis de la vie et de la mort. ■

(1). G. Gros, *Philippe Ariès un traditionaliste non-conformiste*, Septentrion, 2008.

(2) Voir *Royaliste* n° 1186 du 23 mars 2020.

► Philippe Ariès, *Pages ressuscitées*, Éditions du Cerf.



SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : DOMAINE PUBLIC, COLORISÉE.

Léon Blum au congrès socialiste de 1925.

Spectacle

Le retour de Léon Blum

par André Pierre.

La série d'émissions sur Léon Blum, présentée en 2022 sur France Inter, prend aujourd'hui la forme de représentations théâtrales qui suscitent l'engouement d'un large public intéressé par la politique.

Philippe Collin. Ce prénom et ce patronyme sont bien connus des auditeurs de France Inter. Homme de radio, il y a fait (et y poursuit) sa carrière. D'abord chroniqueur auprès de Gérard Lefort, dans l'émission *À toute allure* (1999-2001), il a par la suite animé de nombreuses émissions (*Panique au Ministère Psychique*, *La Cellule de dégrèvement*, *Les Persifleurs du mal*). Mais c'est peut-être en tant que producteur qu'il a donné toute la mesure de ses talents.

D'abord avec *Si l'Amérique m'était contée* (2013-2015), une série au cours de laquelle des vedettes de cinéma (Forest Whitaker, Harrison Ford, Meryl Streep, etc.) sont venues donner leur vision des États-Unis un peu avant la première élection de Donald Trump à la présidence du pays, le 8 novembre 2016. Puis avec des *podcasts*, anglicisme servant à désigner des émissions radiophoniques téléchargeables sur ordinateur ou téléphone. C'est en effet grâce à ces dernières qu'il a conquis un public chaque jour plus nombreux.

Avec elles, Philippe Collin est revenu à sa passion initiale : l'histoire contemporaine. Sa première série est passée sur

les ondes de France Inter en 2022. Cette fresque en dix épisodes concernait un personnage controversé, auquel Éric Zemmour a prêté des intentions que l'historien Laurent Joly a depuis taillées en pièces (*La falsification de l'histoire. Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les juifs*, Grasset, 2022). Et devant le succès, mérité, de cette biographie sonore intitulée *Le fantôme de Philippe Pétain*, Philippe Collin avait récidivé. De la même manière qu'il a réalisé un portrait en clair-obscur du Maréchal, il a fouillé les vies contrastées de Napoléon, de Jean-Marie Le Pen, de Simone de Beauvoir, de Louis-Ferdinand Céline, de Léon Blum et, dernièrement, d'Alfred Dreyfus.

Chacune de ses explorations, téléchargeables sur le site de France Inter (1) ou via l'application Radio France, est passionnante et permet de prendre connaissance des dernières découvertes de la recherche historique. On pense plus précisément, ici, aux podcasts sur Céline, après lesquels il n'est plus permis de douter de la nature exacte du comportement de cet écrivain sous l'Occupation allemande.

Parmi ces séries, il en est une dont le succès ne se dément pas. Sans doute parce

qu'elle dit quelque chose de notre société et de ce qui la travaille en profondeur. Cette série de neuf épisodes, c'est celle qu'il a consacrée en 2022 à un homme d'État français, figure un temps oubliée du socialisme. Nommée *Léon Blum, une vie héroïque*, elle a semble-t-il touché une corde sensible du corps social français.

Il est arrivé que Philippe Collin tire des livres de ses podcasts biographiques : *Le fantôme de Philippe Pétain*, paru chez Flammarion, en 2022. Il est plus rare, en revanche, qu'il élabore un ouvrage richement illustré à partir de ses séries radiophoniques (2) et qu'il les transforme par la suite en une pièce de théâtre ou, pour reprendre la présentation un brin pompeuse des brochures, en « un événement théâtral participatif ». C'est ce qui est arrivé avec *Léon Blum, une vie héroïque*.

D'une durée d'environ neuf heures (!), ledit événement, c'est compréhensible, pourrait décourager le spectateur que les capsules vidéo d'Instagram et TikTok ont désormais dressé à papillonner et à s'éparpiller au bout de quelques minutes, voire d'une poignée de secondes. Il s'avère que ce n'est nullement le cas. Dans les nombreuses villes où Philippe Collin et l'acteur Charles Berling (qui prête sa voix à Blum dans le podcast comme sur scène) passent, entourés de figurants issus de compagnies d'acteurs et de danseurs amateurs du cru, les lieux qui les reçoivent sont pris d'assaut et ils jouent à guichets fermés.

Le succès est-il dû à la forme de ce spectacle quelque peu atypique ? Ce n'est pas impossible. Le spectacle reproduit sur scène, un studio de radio, donne à voir le

fonctionnement de ce média, et il a indéniablement un petit quelque chose en plus, par rapport aux comédies et tragédies « ordinaires » qui, si elles s'ouvrent parfois au chant ou à la danse, restent relativement fermées à « la magie de la radio ». Cela dit, si l'on veut vraiment comprendre ce qui fait le succès de ce spectacle, il faut en avoir fait préalablement l'expérience et l'on en vient alors à penser que, plus que la forme, c'est le fond de l'événement qui attire : le socialisme à visage humain de Léon Blum.

Faut-il y voir une aspiration des Français à renouer avec le Front populaire de 1936 qui changea jadis la vie de millions de personnes modestes ? Une chose est sûre : s'il fut longtemps négligé par les socialistes hexagonaux de la seconde moitié du XX^e siècle, pour des raisons que Philippe Collin analyse fort bien, Léon Blum, dorénavant, intrigue et intéresse. Quand il n'inspire pas ceux qui, actuellement à la recherche d'une nouvelle donne politique, essayent, en redécouvrant des figures historiques, de ne plus désespérer de la chose publique. ■

(1). Tous ces podcast sont téléchargeables : <https://www.radiofrance.fr/personnes/philippe-collin>

(2). Philippe Collin, *Léon Blum, une vie héroïque*, Albin Michel / France Inter, 2023.

Bande dessinée

Victor et Clémentine

Maison du Peuple 65, par P. Weber, B. Deville, B. Marquebreucq. *Anspach, Bruxelles, novembre 2024.*

Spa 1906, par P. Weber, O. Wozniack. *Anspach, Bruxelles, novembre 2024.*

La Belgique de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e est le théâtre des deux nouveaux romans graphiques imaginés par l'historien et scénariste Patrick Weber.

Le premier, réalisé en collaboration avec le dessinateur Baudouin Deville, et la coloriste Bérangère Marquebreucq, nous plonge dans l'univers de l'architecte bruxellois Victor Horta. Le second, réalisé avec le dessinateur Olivier Wozniack, nous fait découvrir les thermes de Spa, lieu de villégiature puis de résidence de la reine Marie-Henriette de Belgique et de sa fille la princesse Clémentine.

En 1965, Kathleen, jeune journaliste de la RTB (Radio-Télévision belge), est plongée dans une enquête policière sur les traces de l'assassin de l'architecte Serge Durand tué à Venise lors d'un congrès international d'architecture. Celui-ci est un ardent défenseur de la Maison du Peuple conçue par Victor Horta à la fin du XIX^e siècle et que des promoteurs véreux et des politiciens friands de revenus annexes rêvent de faire

démolir pour la faire remplacer par une tour source de profits juteux. Le meurtre serait-il lié à cette affaire ? Notre journaliste, aidée par une jeune universitaire spécialiste de l'Art nouveau, se lance à corps perdu dans l'enquête, faisant fi comme toujours de sa propre sécurité. À ses côtés, nous nous lançons dans un périple bruxellois à la découverte des constructions de Horta : hôtels particuliers, grands magasins et bien sûr la Maison du Peuple, siège du Parti ouvrier belge, construite de 1896 à 1898 et inaugurée l'année suivante en présence du leader ouvrier français Jean Jaurès. Une occasion pour l'auteur de dénoncer la « bruxellite » qui a sévi dès le début des années 1960 et qui a abouti, au nom de la modernité, à la destruction de nombreux bâtiments dont le principal défaut était d'être passés de mode. Kathleen va-t-elle découvrir le ou les meurtrier(s) et va-t-elle empêcher la destruction de la Maison du Peuple ? À vous de le découvrir mais, hélas, dans la vraie vie, le siège du POB n'a pas échappé à la destruction.

Le commissaire Anzor, quant à lui, nous ramène en 1906, un an après ses aventures à Ostende. Toujours proche de la retraite, bon mangeur (c'est promis, demain il se met au régime) et jamais insensible au charme d'un joli minois, il doit démasquer un maître-chanteur qui a l'audace de s'en prendre à la dernière fille du roi Léopold II, la princesse Clémentine. Il menace de révéler le cadeau offert par cette dernière à M. Plancher, directeur du casino de Spa : une épingle à cravate marquée à son chiffre. Que pourrait-on imaginer si l'on apprenait l'existence de ce cadeau ? L'honneur de la famille royale est en jeu. Et voilà notre commissaire lancé dans une enquête tortueuse où les cadavres ne manquent pas. L'affaire n'est-elle que criminelle ou bien dissimule-t-elle une machination politique ? Aux côtés du policier flamand, nous découvrons l'atmosphère d'une ville d'eaux au début du vingtième siècle avec ses intrigues, ses mesquineries, sa lutte de classes, un monde où les gentils ne sont pas si gentils et les méchants pas si méchants. Une suite heureuse au précédent volume conçue dans le même esprit. Chaque album se termine par un dossier historique qui permet de replacer l'intrigue dans son contexte : l'émergence de l'Art nouveau dans l'un, la station thermale de Spa et son univers dans l'autre. ■

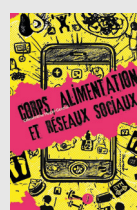
MARC SÉVRIEN.



Art de vivre

e-consommation : danger

Corps, alimentation et réseaux sociaux, par Clémentine Hugol-Gential. *Le Murmure, novembre 2024.*

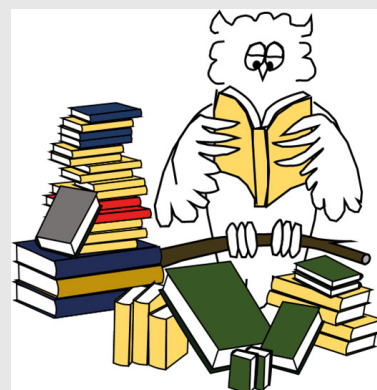


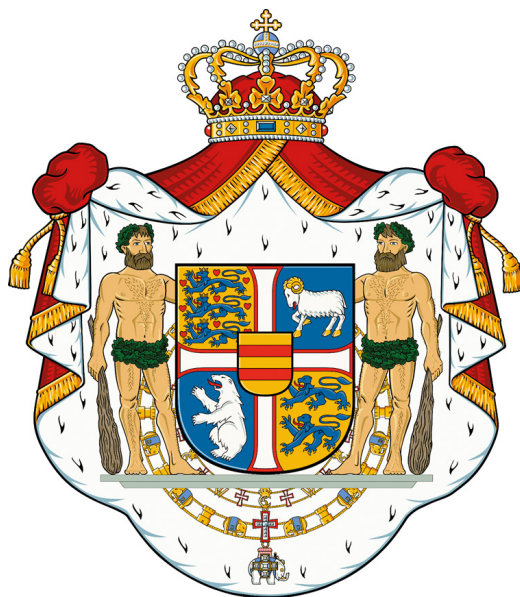
Les médias traditionnels ayant perdu du terrain, « les réseaux sociaux sont devenus une vraie chambre d'écho pour promouvoir des pratiques alimentaires et induire de nouvelles représentations modifiant alors les comportements alimentaires ». C'est ce que constate Clémentine Hugol-Gential, professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Bourgogne.

Dans ce petit ouvrage, elle analyse les conséquences de ces e-publications sous tous azimuts et les dangers qu'elles entraînent pour nombre de personnes. Et, sachant que les marques touchent 74 % des Français via les influenceurs sur les réseaux sociaux, entre *Healthfood* (alimentation santé), *Foodporn* (représentation visuelle alléchante), ou encore *Greenfood* (alimentation écologique et éthique), les dangers ne manquent pas.

Pour Clémentine Hugol-Gential, la « promotion d'un bien-être basé uniquement sur la responsabilité individuelle occulte les facteurs structurels et collectifs qui influencent la santé ». Et, la mise en place en 2001 du Programme national nutrition santé par le ministère de la Santé, puis l'adoption d'une loi en 2023 pour « encadrer l'influence commerciale et lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux », sont bien insuffisantes et pourraient n'être que des « gestes symboliques » là où l'État devrait jouer un vrai rôle d'éducateur aux médias pour des choix éclairés en la matière. ■

M. B.





Les armoiries du roi de Danemark, associant l'ours du Groenland.

Le duel sur le Groenland

Frédéric X, roi de Danemark face à Donald Trump

par Denis Cribier.

Terre viking norvégienne, découverte par Éric le Rouge au X^e siècle, et dépendante du royaume de Norvège jusqu'à son union avec le royaume de Danemark en 1536, le Groenland est également un territoire habité par les Inuits depuis le XI^e siècle.

Au moment où le nouveau président des États-Unis d'Amérique menace d'annexer le Groenland, après avoir émis l'idée de l'acheter, tout comme le président Truman en 1946, un bref rappel historique s'impose.

En 1536, le roi de Danemark étant également roi de Norvège, le Groenland passe progressivement sous administration danoise. La couronne favorise l'implantation de compagnies coloniales, au profit des intérêts stratégiques danois, en leur octroyant des chartes pour leurs activités commerciales et en leur conférant une autonomie limitée pour la gestion du territoire.

Cependant, l'implantation danoise prend réellement son essor en 1721 par l'arrivée d'un missionnaire dano-norvégien, Hans Egede, autorisé par le roi Frédéric IV de Danemark à y établir une colonie pour y convertir au protestantisme les anciens colons norvégiens. C'est également à ce moment que la communauté inuit commence à se sédentariser et à créer des liens avec les colons danois.

En 1905, lors de la nouvelle séparation des deux royaumes, la Norvège, devenue indépendante, concède avec difficulté que le Groenland demeure danois, revendiquant son antériorité d'origine sur le territoire.

Par un arrêt de la Cour de justice internationale du 5 avril 1933, suite à un dif-

férend entre Danois et Norvégiens sur la pêche à la baleine, le Groenland, pour sa partie orientale, est définitivement reconnu comme terre exclusivement occupée par le Danemark, conformément à la convention du 9 juillet 1924, mais sans que la question du statut juridique de la partie non colonisée de l'île puisse être tranchée.

La réforme constitutionnelle danoise de 1953 met fin au statut de colonie, le Groenland devient un comté du Danemark en tant que territoire intégré. Et en 1979 une nouvelle réforme lui donne un statut d'autonomie interne. Enfin, en 2009, il bénéficie d'une autonomie élargie, transférant davantage de pouvoir décisionnel et de responsabilité au gouvernement groenlandais.

La réaction du roi. – Plus de mille ans d'histoire viennent ainsi d'être remis en cause, par un certain Donald Trump qui, lors de son premier mandat en 2019, prétendait déjà vouloir acheter le Groenland, puis lors de sa récente réélection, vouloir l'annexer, pour des raisons tant économiques que stratégiques. Les richesses en terres rares, uranium, pétrole et gaz offshore, fer, cuivre et or attisent toutes les convoitises, sans parler des nouvelles routes maritimes que le réchauffement climatique ouvre en perspective, dans cette partie de l'Arctique, ni des enjeux militaires face à la Russie.

La réaction danoise ne s'est pas fait attendre, en la personne du roi Frédéric X, garant de la constitution, de l'unité et de l'intégrité territoriale danoises. Dans un premier temps, et d'une manière hautement symbolique, le roi a fait modifier ses armoiries, le 1^{er} janvier 2025. Jusqu'ici, l'écu écartelé représentait depuis près de 500 ans en son deuxième quartier, les trois couronnes symbolisant l'Union de Kalmar entre le Danemark, la Norvège et la Suède (ce qui n'a plus lieu d'être), mais aussi le béliet d'argent passant, lampassé de gueules et armé d'or, représentant les îles Féroé, et l'ours polaire debout d'argent, représentant le Groenland. Dorénavant, le deuxième quartier sera entièrement et uniquement consacré au Groenland, à l'ours polaire agrandi, tandis que le troisième quartier sera uniquement dédié aux îles Féroé, au béliet agrandi ; les deux autres quartiers représentant le Danemark et le Schleswig. Tous les documents officiels du Danemark, les étendards, et notamment ceux dressés au palais d'Amalienborg à Copenhague marqueront ce changement, affirmant la souveraineté de la couronne danoise sur le Groenland.

S'inscrivant dans les pas de sa mère, la reine Margrethe II de Danemark (1), le roi a saisi l'opportunité que représente le discours télévisé du Nouvel An, pour faire passer ses messages hautement politiques, en déclarant : « *Nous sommes tous unis et chacun d'entre nous s'engage pour le royaume du Danemark. De la minorité danoise du Schleswig du Sud, qui est même située en dehors du royaume [faisant référence aux Danois résidant en Allemagne, au Schleswig-Holstein], jusqu'au Groenland. Nous appartenons au même pays, tous ensemble.* »

La Première ministre Mette Frederiksen renchérissait le 7 janvier, déclarant à la télévision danoise TV2 : « *Le Groenland est aux Groenlandais* », tout en affirmant que « *les États-Unis sont nos alliés les plus proches* ».

Le sujet était sur toutes les lèvres le lendemain, lors de la réception du Nouvel An, donnée par les souverains danois à Copenhague, au palais Christian VII d'Amalienborg, où étaient conviés membres du gouvernement, président du Parlement, et hauts représentants politiques du pays.

Le 13 janvier, c'était au tour du Premier ministre groenlandais, Mute Bourup Egede de déclarer cette fois : « *Nous ne voulons pas être Danois, nous ne voulons pas être Américains, nous voulons être Groenlandais et c'est bien sûr notre peuple qui décidera lui-même de son avenir.* »

Autant dire qu'indépendamment des relations entre le gouvernement danois et le gouvernement groenlandais, une chose les unit : le rejet de l'ingérence et de l'appétence américaine.

Quant à l'Union européenne, elle n'a pas son mot à dire. Le Groenland, bien que territoire autonome intégré au Danemark, n'en fait pas partie. Toutefois, le Danemark

WIKIPEDIA, PHOTO : MAISON ROYALE DU DANEMARK.

présidant le Conseil de l'Union, au second semestre 2025, ce sujet ne manquera sans doute pas de susciter des réactions. Il est clair que maintenir d'une façon ou d'une autre le Groenland dans le giron danois, permet également au Danemark de se maintenir au sein du Conseil de l'Arctique. C'est donc en garant et arbitre que le roi Frédéric X agit, tant pour l'unité danoise et la défense des intérêts de son pays, que pour la liberté des Groenlandais, de décider de leur avenir face aux prétentions de Donald Trump.■

(1). Anne Wolden-Raethinge, *Margrethe II de Danemark, le métier de reine*, Fayard, 1990.

Brèves royales



Le roi Charles III, très ému, lors des cérémonies commémorant la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau.

■ **27 janvier. Krakow (Cracovie).** – En marge des cérémonies du 80^e anniversaire de la libération des camps d'Auschwitz-Birkenau, en présence de nombreux chefs d'État dont les huit monarchies européennes, le roi Charles III, émotionnellement très affecté, s'est exprimé devant le Centre communautaire juif à la création duquel il avait contribué, comme prince de Galles, dix-sept ans plus tôt :

« Dans un monde qui est témoin d'une dangereuse résurgence de l'antisémitisme, le message ne peut pas être plus important. Alors que le nombre des survivants de l'Holocauste se réduit malheureusement, avec le temps, la responsabilité de la mémoire repose encore plus lourdement sur nos épaules et celles des générations encore à naître. »

■ **4 février. Bruxelles.** – Présentation des vœux aux autorités du pays par le roi Philippe qui a pu se féliciter de la formation du gouvernement fédéral sous la direction du nationaliste flamand Bart De Wever qui avait prêté la veille serment au roi et à la constitution. Le roi n'avait jamais faibli à donner une assise politique stable résultant des élections fédérales du 9 juin dernier, en ne cessant jamais son soutien à l'informateur qu'il avait désigné en la personne du maire d'Anvers. Il s'est réjoui que les autorités des provinces et régions aient été constituées sauf la région de Bruxelles ; il a appelé les partis à conclure les négociations en cours.

■ **4 février. Lisbonne.** – Décès de Karim Aga Khan IV, âgé de 88 ans. 49^e imam de la succession du prophète Mohammed dans la tradition septuagintaire qui ne reconnaît que sept imams (765), branche ismaélienne minoritaire du chiisme (celui-ci étant duodécimain, reconnaissant douze imams), il était le quatrième à porter le titre d'Aga Khan qui lui confèrait le prédictat d'Altesse royale, indépendamment de sa fonction religieuse.

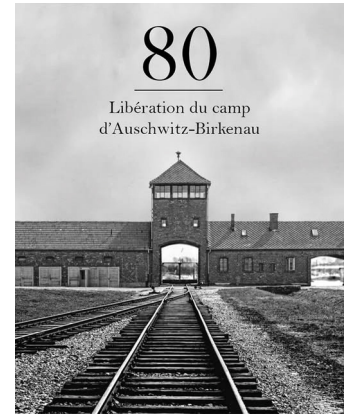
C'est le shah de Perse de la dynastie Qadjar (renversée en 1925 par les Pahlavi), Fath Ali Shah, qui en 1818 avait fait Aga (titre turc) Khan (turco-mongol) le 46^e imam Hasan Ali Shah (1804-1881) qui avait épousé l'une de ses filles. Celui-ci s'était ensuite installé à Bombay où il fut reconnu comme tel par le Raj britannique (1877) qui admit la transmission héréditaire au profit de son petit-fils, le troisième Aga Khan, Mohamed Shah (1877-1957), qui joua un rôle important en Inde dont il fut le délégué à la Société des Nations et le premier président de la Ligue musulmane à l'origine de la formation du Pakistan. Son petit-fils Karim, né en 1936, lui succéda en 1957, reconnu comme altesse par la reine Elisabeth II dont il était proche.

Son fils aîné, Rahim, né en 1971, lui succède. Très impliqué dans la gestion de la fondation Aga Khan pour le développement qui intervient à travers le monde entier, il a deux garçons, nés en 2015 et 2017.

MARIE-JO YORK.

Maison de France

■ **Mgr le comte de Paris** a publié le 27 janvier le communiqué suivant à l'occasion du 80^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau :



Il y a 80 ans, le camp d'Auschwitz-Birkenau était libéré par les troupes russes. Sur 1,3 million de prisonniers, quelque 1,1 million de personnes y ont péri, dont la grande majorité était juive.

J'ai visité Auschwitz lors d'un voyage en Pologne en 2007. Mes pensées et prières vont à ceux qui y sont morts, à leurs familles, aux rescapés qui ont gardé cette douleur sans nom gravée dans leur corps et leur âme.

Nous rendons mémoire aujourd'hui à tous ceux qui ont été touchés par cette tragédie – les mots resteront toujours en dessous de la réalité –, en priant et en étant attentif à ce qu'elle ne se reproduise jamais plus.

Jean, Comte de Paris.

Domaine royal, le 27 janvier 2025.

Avis important

■ La NAR et Royaliste changent d'adresse et de numéro de téléphone depuis le 1^{er} janvier. Pour écrire au journal et au mouvement :

Nouvelle Action Royaliste
Lot 1674
101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Pour nous contacter :

Téléphone : 01 71 06 32 91
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Pour tout abonnement ou réabonnement, adresser vos chèques ou virement à notre éditeur : SPFC-ACIP, 60 rue de Fontenay, 92350 Le Plessis-Robinson.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de Spfc-Acip.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique : Bertrand Renouvin
Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction-administration :

Nouvelle Action Royaliste

Lot 1674

101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Téléphone : 01 71 06 32 91

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip

Siret : 418 382 149 00015

Imprimé par Atenor

Siret : 398 678 219 00021

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Trump et les paralytiques

À chaque provocation mise en scène par Donald Trump, les amis des États-Unis poussent des cris d'orfraie sur les ondes parisiennes. À la brutalité vulgaire du personnage, on peut préférer l'impérialisme distingué des présidents démocrates et fustiger les gens de droite qui rêvent d'un trumpisme français. C'est, comme d'habitude, projeter sur une réalité mal connue les catégories et les fantasmes du débat franco-français. Il faut au contraire cesser de réagir à la communication trumpiste, qui est destinée à nous impressionner, ne pas être dupes de la tactique du président des États-Unis, qui provoque à tout-va pour négocier en position de force, et tenter de comprendre ses objectifs stratégiques.

Dans le domaine des relations commerciales internationales, Donald Trump n'a rien inventé (1). Pendant et après la guerre civile de 1861-1865, les États-Unis mènent une politique protectionniste qui favorise leur développement industriel, au moment où l'Angleterre et la France puis d'autres États européens s'engagent dans une brève expérience de libre-échange. Les États-Unis restent protectionnistes pendant l'entre-deux-guerres et, après 1945, les Américains conduisent une politique de désarmement tarifaire qui est conforme à leurs intérêts et qui se résume à des compromis entre intérêts nationaux. C'est seulement en 1994, avec l'Organisation mondiale du commerce, que les libre-échangistes obtiennent une victoire qui semble définitive... jusqu'à la crise de 2008-2010. La crise des *subprimes* a lancé le processus de démondialisation que la crise sanitaire est venue amplifier.

Donald Trump pratique un protectionnisme de crise en affirmant que les autres pays vivent aux dépens des États-Unis pour s'engager dans un protectionnisme d'expansion qui n'est pas non plus une nouveauté – puisque la France lui doit une bonne part de ses succès au XX^e siècle. Rappeler des faits historiques connus n'est en rien rassurant. Au lieu d'accabler Donald Trump de jugements moraux, il faudrait fonder la réflexion collective sur un constat inquiétant : soutenus par un puissant mouvement populaire, le nouveau président des États-Unis et ses entourages sont en phase avec l'évolution des rapports de force mondiaux, loin de thématiques néolibérales et des ambitions démocratiques de la mondialisation heureuse. Un passionnel débat sur la dynamique du capitalisme est engagé (2), auquel nous allons participer.

Cette indispensable réflexion nous permettra de préciser ultérieurement deux questions urgentes. Que fait la France et que peut-elle face à la guerre commerciale qui s'annonce ? Quelle

sera l'attitude de l'Union européenne ? La première question renvoie à la seconde. Il est bon de réunir un Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle mais nous savons que les négociations commerciales, les décisions monétaires et le cadrage budgétaire sont l'affaire des organes officiels et des réseaux d'une Union européenne qui poursuit son incontrôlable élargissement dans la confusion.

Dans la confrontation qui s'engage, Bruxelles est, à tous points de vue, en position de faiblesse. La Commission européenne invoque un néolibéralisme dépourvu de validité théorique, démenti dans sa pratique et récusé par le nouveau cours du capitalisme. Alors que les États-Unis, la Chine et les autres grandes puissances peuvent prendre des décisions rapides dans tous les domaines où s'exerce leur souveraineté, la Commission européenne s'efforce de gérer une bureaucratie pesante qui opère dans un halo parasitaire. En charge d'un « *intérêt général* » introuvable, elle fait semblant d'arbitrer entre des intérêts nationaux divergents sans cacher son tropisme allemand et un atlantisme consubstantiel. Elle découvre aujourd'hui que la protection extérieure est plus que jamais un piège dès lors que le protecteur, au lieu de se contenter de chantages et de pressions, menace l'Union européenne d'une guerre commerciale – tout en s'efforçant de reprendre, par l'action du Trésor des États-Unis, le contrôle de la création monétaire.

L'aveuglement et les pesanteurs de la Commission ne lui permettront pas d'être à la hauteur des enjeux technologiques dont on débat au Sommet de Paris. Alors qu'il faudrait investir massivement dans le numérique à l'égal des États-Unis et de la Chine, Bruxelles préconise l'austérité budgétaire selon les règles absurdes inscrites dans les traités. Dès lors, on ne parviendra pas non plus à mobiliser l'épargne européenne en faveur d'une politique d'investissements qui n'existe pas.

La France paralysée continue d'explorer ses impasses au sein d'une Europe paralysante, devant des citoyens tantôt résignés, tantôt exaspérés, qu'on tente de distraire et de diviser par un débat sur le droit du sol. Des élites indifférentes aux intérêts et au rang de la France dissertent sur notre « *identité* ». Le paradoxe est trop violent pour être longtemps supporté. ■

(1). Cf. les ouvrages de Jacques Sapir et d'Yves Perez présentés dans *Royaliste* et sur mon blog.

(2). Cf. sur mon blog la chronique de Dominique Decherf : « Libertariens et mercantilistes » à partir des ouvrages de Quinn Slobodian et d'Arnaud Orain.

Sommaire

Page 2 Politique : La ville du temps suspendu.

Page 3 Ursula et sa « chère » Allemagne.

– Sur le mur de Jean Chouan.

Page 4 Le groupe LIOT. – La politique au crible.

Page 5 Les Outre-mer outragés.

Page 6 Retraites : impasse à venir ?

– La Quinzaine sociale.

Page 7 Les malentendus syriens.

Page 8 Autriche : le retour de l'extrême droite.

Page 9 Panama hola ! – Les Faits marquants.

Pages 10-11 Démographie : la fin de l'exception française ?



Page 12 Histoire de « *la fin de l'Histoire* ».

Pages 13-14 Les Livres : *L'Économie pour les 99 %*.

– Quelques hommes d'exception. – Bukowski : le « *vieux dégueulasse* ».

Page 15 Les Idées : L'héritage de Philippe Ariès.

Pages 16-17 Les formes : Le retour de Léon Blum.
– BD : Victor et Clémentine. **Art de vivre** : e-consommation.

Page 18 Frédéric X face à Donald Trump.

Page 19 Brèves royales. – La Maison de France.

Page 20 Éditorial : Trump et les paralytiques.